

Document de recherche

Thomas Raines, Matthew Goodwin et David Cutts
Programme Européen | Juin 2017

L'avenir de l'Europe

Analyse et comparaison entre les attitudes du public et de l'élite



**CHATHAM
HOUSE**
The Royal Institute of
International Affairs

Contenu

	Résumé	2
1	Introduction	4
2	L'Europe Sous Tension	6
3	Quelle est l'Ampleur de la Fracture Entre Public et Élite ?	10
4	Le Clivage au Sein du Public	25
5	L'Elite européenne : Unité et Division sur l'Avenir de l'UE	31
6	L'Impact des Attitudes du Public et de l'Elite sur l'Avenir de l'UE	36
	Annexe 1	45
	Les auteurs	47
	Remerciements	48

Résumé

- L'Union européenne (UE) et ses États membres sont plongés dans la tourmente politique depuis près d'une décennie. Pour espérer sortir de la gestion de crise et entamer un processus de renouveau politique et économique, l'UE doit être en mesure de mieux comprendre le fondement des attitudes du public et de « l'élite » à l'égard de l'UE : sur quelles questions leurs opinions convergent, ou divergent.
- Ce document de recherche a été rédigé à partir d'une enquête unique réalisée de décembre 2016 à février 2017 dans 10 pays, auprès de deux groupes : un échantillon représentatif de 10 000 membres du grand public et un échantillon de plus de 1 800 personnes issues de l'élite européenne qui comprend des personnes d'influence dans les sphères de la politique, des médias, des affaires et de la société civile, aux niveaux local, régional, national et européen.
- Les données révèlent un continent divisé sur trois axes. Premièrement, il existe une fracture entre l'élite et le public. Parmi les similitudes, les attitudes de ces deux groupes se rejoignent notamment sur la solidarité européenne, la démocratie européenne et le sentiment d'identité européenne commune. Toutefois, les données mettent également en lumière une rupture importante dans les attitudes, les convictions et les expériences de vie en général. L'élite, par exemple, est plus encline à ressentir les bénéfices de l'intégration européenne et elle est aussi plus libérale et optimiste ; En même temps, un mécontentement couve au sein du public dont une grande partie porte sur l'UE un regard négatif, souhaite un rapatriement d'une partie des pouvoirs de l'UE au niveau de l'état-membre et s'inquiète des conséquences de l'immigration. Seuls 34 % du public ont le sentiment d'avoir bénéficié de l'appartenance à l'UE, contre 71 % de l'élite. Une majorité du public (54 %) estime que son pays était un meilleur endroit pour vivre il y a 20 ans.
- Deuxièmement, il existe, au sein du public, un profond clivage entre les groupes à tendance plus libérale et plus autoritaire, notamment sur les questions identitaires. Cette fracture joue un rôle important dans le développement des attitudes à l'égard de l'UE, plus que tout autre facteur y compris la situation économique ou l'expérience de difficultés sociales. Il est probable que les défis politiques engendrés par cette fracture perdurent de nombreuses années, même avec une croissance économique restaurée et soutenue.
- Troisièmement, il y a un manque de consensus parmi les membres de l'élite sur l'orientation de l'UE à l'avenir. Si l'immense majorité de l'élite a le sentiment d'avoir bénéficié de l'appartenance à l'UE, elle est loin d'être unie sur le besoin d'un renforcement de l'intégration. Contrairement à l'idée reçue, l'élite n'est pas un fervent défenseur de l'intégration : 28 % soutiennent le statu quo, 37 % pensent que les pouvoirs de l'UE devraient être élargis et 31 % estiment que l'UE devrait rendre une partie de ses pouvoirs au niveau des États membres. Ils sont aussi plus nombreux à contester qu'à soutenir le concept d'« États Unis d'Europe », même si l'on observe un certain soutien en faveur d'une intégration plus poussée de la zone euro.
- L'enquête montre clairement que la scène politique européenne n'est plus seulement occupée par une classe politique intégrationniste et un public occasionnellement sceptique : la réalité est beaucoup plus contrastée au sein des deux groupes. Ces conclusions ont des conséquences importantes pour le débat sur l'avenir de l'Europe.

- Il existe, parmi les membres du public et de l'élite, un réservoir de soutiens en faveur d'une Union construite sur la solidarité. Ainsi, 77 % de l'élite et 50 % du public pensent que les États membres plus riches devraient soutenir financièrement les États membres plus pauvres, alors que 12 % de l'élite et 18 % du public seulement ne sont pas d'accord avec cette idée. Ce constat ne simplifie pas la tâche de l'Union dans ses efforts pour plus de justice et de cohésion, mais il souligne la conviction selon laquelle une Union où règne une grande inégalité des revenus et des performances économiques devrait néanmoins continuer de fonctionner sur le principe de la solidarité.
- Les divisions sur l'avenir de l'UE au sein de l'élite créent un espace propice à l'émergence de nouvelles idées et visions. Il n'y a pas de consensus au sein de l'élite sur un équilibre des pouvoirs entre l'UE et les États membres, ou un soutien majoritaire pour une vision fédéraliste. Cela montre la nécessité de voir émerger un leadership politique capable d'élaborer une vision à plus long terme et qui rassemble le soutien d'une majorité de l'élite et du public. La relance de l'économie européenne et le retour possible à une relative stabilité politique en France et en Allemagne après les élections de cette année pourraient créer une occasion unique d'instaurer un processus de renouveau politique et économique. Ce scénario semble plus probable compte tenu de l'élection du Président Emmanuel Macron en France, tandis que l'enquête montre des opinions globalement positives à l'égard du pouvoir exercé par l'Allemagne dans l'UE. 48 % du public et 62 % de l'élite estiment que l'Allemagne joue un rôle positif dans l'Union européenne, alors que 28 % du public et 23 % de l'élite ne sont pas d'accord.
- L'Europe doit sortir du débat binaire. Vu l'absence d'opinion clairement majoritaire sur la voie à emprunter, l'UE requiert un programme d'intégration européenne qui tienne compte de la diversité des points de vue sur l'avenir de l'Europe et qui aille au-delà du simple choix entre « plus » ou « moins » d'Europe. Parmi ceux qui sont globalement satisfaits de la performance de l'Union, beaucoup ne souhaitent pas transférer davantage de pouvoirs à l'Union européenne. Une partie importante du public et de l'élite dit avoir bénéficié de l'UE, mais déclare aussi vouloir que les pouvoirs soient rendus aux États membres. Un vrai renouveau politique en Europe nécessitera un débat plus riche, plus imaginatif et, peut-être même, plus conflictuel.
- Les stratégies pour l'avenir de l'UE, qui préconisent un processus d'intégration à plusieurs vitesses entre certains États, ne tiennent pas compte des importantes lignes de faille qui courent sur l'ensemble du continent. Cela suppose une approche flexible de l'intégration, qui repose sur bien plus que la notion d'une Union constituée d'un centre et de sa périphérie.
- Les divisions au sein du public sont tout aussi importantes que celles entre les États ; il faudra des stratégies différentes pour en venir à bout. Ceux qui entendent renforcer le soutien du public en faveur de l'UE ne peuvent pas se contenter de raffermir son rôle en améliorant la situation économique des citoyens européens seulement. Les dirigeants des institutions européennes, tout autant que les responsables politiques nationaux, doivent déployer davantage d'efforts pour combler le fossé entre leurs propres attitudes et celles de leurs citoyens, en tenant compte de questions sociales plus profondes – comme la crainte de la perte de l'identité nationale, les pressions perçues de l'immigration et le sentiment d'une inégalité de l'accès aux opportunités. Les débats sur l'orientation future de l'UE doivent être redéfinis afin de répondre aux inquiétudes du public tant sur la menace perçue sur les traditions et les cultures nationales, que sur leurs inquiétudes vis-à-vis de la performance économique du pays et du continent.

1. Introduction

Lorsque les dirigeants de l'Union européenne (UE) se sont retrouvés en Italie en mars 2017 pour commémorer le 60ème anniversaire du Traité de Rome, ils faisaient face à un environnement politique de complexité sans précédent depuis la création de l'Union. Divers facteurs y concourraient : les conséquences économiques de la crise de la zone euro et les inégalités croissantes, le contrecoup de la crise de réfugiés la plus grave en Europe depuis la Seconde Guerre Mondiale, la sortie programmée du Royaume-Uni de l'Union européenne, sans oublier la montée des partis populistes et anti-européens dans certaines régions d'Europe occidentale et la dérive vers des politiques antilibérales et eurosceptiques en Europe centrale et orientale. Une situation en net contraste avec les décennies précédentes qui ont été marquées par une intégration croissante, où la majeure partie des citoyens se satisfaisaient de confier les décisions à l'UE (période alors qualifiée de « consensus permissif »). Toutes ces difficultés mettent en doute la légitimité de l'UE et la capacité de ses membres de trouver une voie commune pour l'avenir.

Cette situation complexe et difficile impose à ceux qui entendent continuer de défendre l'intégration européenne de reconsidérer attentivement les orientations de l'UE, et notamment de définir quelles devraient en être ses frontières, ses limites et sa structure. Ce débat sera primordial pour sortir l'Union de la gestion de crise et permettre son renouveau politique et économique. Mais un débat constructif et des réponses efficaces doivent se reposer sur une meilleure compréhension des attitudes actuelles du public et de l'« élite » à l'égard de l'UE. Elles sont le fondement sur lequel son avenir se construira.

Ce document de recherche apporte un éclairage sur ces attitudes. Il a été rédigé à partir d'une enquête unique réalisée de décembre 2016 à février 2017 dans 10 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Pologne et Royaume-Uni. La finalité de l'enquête était d'étudier les attitudes à l'égard de l'UE, ainsi que l'état de la société et des politiques nationales et européennes. L'enquête s'est intéressée à deux groupes :

- Un échantillon représentatif du grand public dans chaque pays : des participants âgés de 18 ans ou plus, sélectionnés sur la base des critères d'âge, de sexe et de situation géographique ; soit 10 195 personnes sondées en ligne.
- Un échantillon de membres de l' 'élite', c'est-à-dire des individus ayant une position d'influence aux niveaux local, régional, national et européen et représentatifs de quatre secteurs clés (des élus politiques et des membres des médias, du monde des affaires et de la société civile) ; soit 1 823 personnes (environ 180 pour chaque pays) sondées par téléphone, en ligne ou dans le cadre d'entretiens en face-à-face.

L'approche consistait à étudier les opinions sur l'ensemble du tissu politique européen (c'est d'ailleurs pour cette raison que ce document de recherche ne se concentre pas sur les écarts entre les sous-groupes nationaux). L'enquête sur l'élite ciblait principalement des personnes basées dans les États membres, plutôt qu'à Bruxelles ou dans les institutions de l'UE. Si le terme « élite » peut prêter à différentes interprétations, il est utile ici pour établir la distinction entre le grand public et les individus susceptibles d'être davantage intéressés par la refonte de l'UE et d'avoir plus d'influence sur celle-ci dans les années à venir.

Les chiffres désignant des moyennes européennes correspondent à une moyenne pondérée par la population, dans neuf pays. Compte tenu du vote en faveur d'une sortie de l'UE en juin 2016, les participants britanniques sont exclus de cette moyenne puisqu'ils ne seront pas directement impliqués dans les décisions qui détermineront l'évolution de l'UE. Une exception est faite toutefois au Chapitre 3 (voir plus particulièrement l'Encadré 1 et la Table 3), où les données du RU sont prises en compte pour illustrer de quelle manière le Brexit pourrait influencer l'équilibre des opinions sur le reste des États membres. Les éléments de la méthodologie utilisée pour cette enquête sont présentés en Annexe I.

Le document de recherche débute avec l'examen des tendances politiques qui façonnent le paysage politique en Europe. Il explique ensuite comment les données révèlent un continent divisé sur trois axes. Premièrement, une fracture entre l'élite et le public. Si les deux groupes se rejoignent sur certaines questions, comme la solidarité, la démocratie et les réalisations de l'UE, il y a aussi des différences très marquées en termes de valeurs politiques, de sentiments à l'égard de l'UE et d'attitudes vis-à-vis de la diversité et de l'immigration. Deuxièmement, une fracture sociétale entre les membres du public dont les valeurs divergentes tirent l'Europe dans deux directions opposées. Troisièmement, le manque de consensus au sein de l'élite sur des questions majeures liées aux orientations futures de l'Europe. Le dernier Chapitre est consacré aux conséquences de ces conclusions sur l'avenir de l'UE. Il affirme que les clivages au sein du public sont tout aussi importants que ceux qui divisent les États membres et que des stratégies différentes seront nécessaires pour en venir à bout : afin de mieux refléter la diversité des opinions du public et de l'élite, l'UE ne doit pas se contenter d'un débat binaire sur son avenir. Le manque de consensus et la relative stabilité politique attendue dans le sillage des élections de 2017 donnent suffisamment d'espace pour permettre à une nouvelle vision et de nouvelles idées de germer.

2. L'Europe Sous Tension

Six défis majeurs

Au cours de la dernière décennie, l'UE et ses États membres ont fait face à une période de tourmente politique et une crise sans précédent depuis sa création en 1957. L'Union doit aujourd'hui relever six défis majeurs dans trois domaines intrinsèquement liés : l'économie, la politique et la démographie.

La crise de la zone euro et son héritage

Le spectre de la crise s'éloigne, comme en témoignent les signes de relance de la croissance économique et de baisse du chômage. Elle laisse néanmoins en héritage les plans de sauvetage et l'austérité économique, les divisions que ces derniers ont créées entre États membres « débiteurs » et « créanciers » de la zone euro, les écarts persistants de performance économique, les inquiétudes liées à l'endettement et la stabilité du secteur bancaire dans certains pays, et les craintes d'une influence disproportionnée de l'Allemagne au sein de l'UE. Bien qu'en recul, les taux de chômage varient considérablement d'un État membre à l'autre¹. La croissance du salaire annuel est toujours deux fois moins élevée qu'avant la crise et l'inégalité des revenus a augmenté dans deux tiers des pays de l'UE.² Et à plus long terme, la mondialisation continuera de peser sur la compétitivité de l'Europe dans les secteurs qui font traditionnellement sa force économique et sa source d'emplois. La main-d'œuvre de l'UE vieillit et diminue³, tandis que l'automatisation risque d'amener dans son sillage de nouveaux défis économiques et sociaux.

La crise des réfugiés

Depuis 2015, une crise majeure sévit, nourrie par les conflits armés et l'instabilité politique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Son impact considérable (bien qu'inégal) sur les États membres de l'UE divise ces derniers quant aux solutions à mettre en œuvre, sape les efforts consentis pour trouver des réponses collectives et fait naître des craintes dans la population. En 2015 et 2016, les 28 États membres ont enregistré près de 1,3 million de demandes d'asile par an, contre 625 000 en 2014 et 430 000 en 2013.⁴ Si certains membres, notamment l'Allemagne, l'Italie, la Suède et l'Autriche, ont accueilli un nombre remarquablement élevé de réfugiés, certains pays d'Europe centrale et orientale ont en revanche clairement affiché leur hostilité à cette politique d'accueil. Les conséquences fiscales ou humanitaires ne suffisent pas à expliquer les craintes du public à l'égard de cette crise des réfugiés ;

¹ En mars 2017, le taux de chômage en Allemagne était inférieur à 4 %, le taux le plus faible depuis la réunification en 1990, tandis que le taux en France et en Italie restaient au-dessus des 10 % et qu'il s'élevait à 23,5 % en Grèce. Eurostat Unemployment Statistics, http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Unemployment_statistics (anglais uniquement).

² European Parliamentary Research Service (2015), *Wage developments in the euro area: Increasingly unequal?*, http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2015/565884/EPRS_BRI%282015%29565884_EN.pdf (consulté le 10 mai 2017) (anglais uniquement).

³ Eurostat prévoit une baisse annuelle de 0,4 % dans la population en âge de travailler dans l'UE jusqu'en 2040. Eurostat (2015), *Demographics and the economy: how a declining working-age population may change Europe's growth prospects*, 3 décembre 2015, <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=1196&newsId=2402&furtherNews=yes> (consulté le 10 mai 2017) (anglais uniquement).

⁴ Statistiques d'Eurostat sur l'asile, http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Asylum_statistics/fr (consulté le 10 mai 2017).

ces dernières sont aussi nourries par les menaces perçues sur la sécurité par le public.⁵ La crise ne s'est apaisée que grâce à un accord fragile entre l'UE et la Turquie sur la gestion des flux de réfugiés.

Le Brexit

Le 23 juin 2016, le RU a été le premier État membre à choisir de quitter l'UE, dans le cadre d'un référendum où 51,9 % de l'électorat s'est exprimée en faveur du Brexit ; des électeurs pour la majorité inquiets de l'immigration. Pour la première fois de son histoire, l'UE est confrontée au « rétrécissement » plutôt qu'à l'élargissement, et l'on ignore encore quelles seront ses conséquences sur l'intégration européenne. Pour l'heure, aucun autre État membre ne semble enclin à prendre la même décision. La négociation du retrait du Royaume-Uni et d'un nouvel accord commercial avec ce dernier pourrait favoriser la cohésion de l'Union, plutôt que sa fragmentation. Mais la décision des britanniques va également grever le budget de l'Union, la priver d'un des plus fervents défenseurs des réformes structurelles ainsi que de l'achèvement et de l'expansion du marché unique, et modifier l'équilibre politique entre petits et grands États membres.

Les partis populistes anti-européens

Le vote en faveur du Brexit est l'illustration d'un défi encore plus vaste pour l'Union, incarné par des partis populistes de droite farouchement anti-européens et bien implantés dans la plupart des États membres. En Europe de l'Ouest, plus particulièrement, l'immigration de masse crée un climat favorable à la croissance de parties radicales, hostiles à l'UE, qui associent l'intégration européenne aux menaces à la souveraineté, la culture, la sécurité et le système social de leurs pays respectifs. Mais la montée de la droite populiste ne date pas d'hier. Selon une analyse, la part moyenne du vote dans les élections nationales et européennes en leur faveur a plus que doublé depuis les années 60 (de 5,1 % à 13,2 %), triplant ainsi le nombre de sièges qu'ils occupent.⁶ Les populistes ne sont pas non plus tous des 'outsiders'. Ces dernières années, ils ont rejoint les coalitions gouvernantes de 11 démocraties occidentales, y compris plusieurs États membres de l'UE. Ces partis ont aussi des effets indirects puissants sur les politiques nationales des États membres de l'UE et bouleversent les schémas politiques traditionnels en poussant les partis traditionnels vers la droite.⁷

Une dérive antilibérale en Europe centrale et orientale

Aujourd'hui, une des grandes menaces auxquelles est exposée l'UE provient des autocraties naissantes à l'intérieur de ses propres frontières. En Hongrie, Pologne et Roumanie, l'état de droit et les normes démocratiques sont mises à mal par des gouvernements à tendance autoritaire. Comme l'a récemment fait observer un expert : « la dérive autoritaire de certains États membres de l'UE nous amène à considérer avec nostalgie l'époque où nous pensions que les plus grandes menaces qui pesaient sur la démocratie en Europe trouvaient leurs racines dans les propres carences démocratiques de l'UE ». ⁸ Ces gouvernements s'opposent à plusieurs politiques européennes et sont souvent entrés en conflit avec les institutions européennes.

⁵ Poushter, J. (2016), 'European opinions of the refugee crisis in 5 charts', Pew Research Europe, 16 septembre 2016, <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2016/09/16/european-opinions-of-the-refugee-crisis-in-5-charts/> (consulté le 10 mai 2017) (anglais uniquement).

⁶ Stockemer, D. (2017), 'The success of radical right-wing parties in Western European regions – new challenging findings', *Journal of Contemporary European Studies*, 25(1): pp. 41–56, <http://dx.doi.org/10.1080/14782804.2016.1198691> (consulté le 10 mai 2017) (anglais uniquement).

⁷ Wagner, M. and Meyer, T. (2017), 'The radical right as niche parties? The ideological landscape of party systems in Western Europe, 1980-2014', *Political Studies* 65(1): pp. 84–107, doi: 10.1177/0032321716639065 (consulté le 10 mai 2017) (anglais uniquement).

⁸ Kelemen, R. D. (2017), 'Europe's other democratic deficit: National authoritarianism in Europe's democratic union', *Government and Opposition*, 52(2): pp. 211–238, <https://doi.org/10.1017/gov.2016.41> (consulté le 10 mai 2017) (anglais uniquement).

Une crise de légitimité

Ces défis ont miné la confiance jusqu'alors accordée aux élites gouvernantes et à l'intégration européenne. Depuis des années, les détracteurs prétendent que le manque d'engagement public et de responsabilité politique au niveau de l'UE, conjugué à l'absence de démos européen commun, serait la cause d'un déficit démocratique au cœur de l'Union. En 2013, la proportion d'électeurs qui disaient « avoir tendance à ne plus faire confiance » à l'UE atteint un niveau record, même si cette proportion a diminuée depuis.⁹ Ce problème de légitimité éloigne encore un peu plus les gouvernements d'un consensus au niveau européen.

La fin du consensus permissif

Ces défis s'inscrivent dans un contexte de vaste mutation de la politique européenne. Au cours des dernières années, le public s'est montré de plus en plus réticent à maintenir le « consensus permissif », où les électeurs demeurent globalement fidèles aux principaux partis et, à quelques exceptions notables, se satisfont de confier à leurs dirigeants les décisions relatives à l'intégration européenne. Les anciennes allégeances tribales entre électeurs et partis politiques traditionnels se sont affaiblies, laissant l'électorat plus instable et moins prompt à confier ses décisions aux dirigeants élus. Les études ont montré que cette érosion était davantage une question de valeurs et de culture (plutôt que de revenu ou de classe), c'est pourquoi il est devenu difficile pour les partis traditionnels d'y remédier.

Cette perte de confiance du public dans l'établissement politique crée un espace dans lequel on voit émerger de nouveaux partis qui offrent un nouveau discours sur les questions précédemment mentionnées. Elle a aussi insufflé un élan aux partis de la droite populiste déjà bien ancrés dans le paysage politique. La plupart des partis traditionnels plus anciens, en revanche, peinent à y répondre. Ainsi que l'expliquent deux experts :

Le changement ne vient pas du fait que les partis traditionnels ont évolué en réponse aux préférences de l'électorat, il s'explique par le fait que les électeurs se sont tournés vers des partis qui se démarquent nettement sur le nouveau clivage. Ces partis abordent ouvertement des questions liées à l'immigration et à l'Europe que les partis traditionnels préféreraient passer sous silence.¹⁰

Dans ce contexte, il devient clairement nécessaire d'examiner les attitudes à l'égard de l'UE et d'explorer leurs facteurs structurels, non seulement au sein du public mais aussi des dirigeants politiques, du monde des affaires, des médias et de la société civile. Plus que jamais, il est important de comprendre l'opinion de ceux qui exercent une influence au sein des sociétés européennes sur les principaux enjeux de l'Europe, en quoi leur opinion peut différer de celle du public et, si possible, de quelle manière il peut être envisagé de combler ce fossé. Les populistes prétendent que la classe politique est corrompue, motivée par la seule défense de ses propres intérêts et qu'elle ne partage pas les valeurs des électeurs « ordinaires ». La notion de fossé entre public et élite est une dimension fondamentale des politiques populistes, notamment au sein de l'UE, souvent décrite comme une institution dirigée par l'élite et bâtie sur des fondations qui visent à restreindre le nationalisme. C'est pourquoi les messages « nativistes » et contestataires sont particulièrement

⁹ Commission européenne (2013), 'L'opinion publique dans l'Union européenne. Premiers résultats', Eurobaromètre Standard 79, p. 9, http://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/archives/eb/eb79/eb79_first_fr.pdf (consulté le 10 mai 2017).

¹⁰ Hooghe, L. and Marks, G. (2016), 'Europe's Crises and Political Contestation', document présenté lors de la Conférence 'Theory Meets Crisis', Centre Robert Schuman, Institut Universitaire Européen, Florence, 30 juin – 1er juillet 2016.

efficaces contre l'UE. Toute tentative de renforcer l'intégration, même quand elle est jugée nécessaire à la résolution des problèmes structurels de gouvernance européenne, sera systématiquement minée si elle ne bénéficie pas à la fois de l'assentiment du public et du soutien de l'élite. Pour relever les défis exposés précédemment, il est donc impératif de comprendre la nature de ces divisions et d'identifier les zones de consensus.

3. Quelle est l'Ampleur de la Fracture Entre Public et Élite ?

L'intégration européenne a souvent été qualifiée « d'entreprise aux mains de l'élite ». Comme l'explique une étude, l'UE est « le fruit d'une accumulation de travaux de construction menés par plusieurs générations d'élites européennes, dans un cadre évolutif et suivant des normes et des plans chaque fois différents ».¹¹ Parallèlement, l'histoire de l'Union est ponctuée de tensions entre les projets de l'élite et le niveau d'adhésion populaire, comme en témoignent les référendums nationaux organisés aux Pays-Bas, en France, en Suède et ailleurs pour évaluer ponctuellement le sentiment populaire à l'égard de l'intégration européenne. Comparer les attitudes du public et de l'élite permet d'explorer cette dynamique politique et l'ampleur du fossé qui les sépare.

Les résultats de cette enquête donnent une image nuancée : on constate dans le même temps une surprenante cohérence et des divisions profondes entre les deux échantillons. De manière inattendue, les opinions convergent sur la solidarité, la démocratie, l'identité européenne ainsi que sur les principales réalisations et les échecs de l'UE.

Toutefois, on note une rupture très nette entre les attitudes, les convictions et les expériences de vie en général des deux groupes. Comparativement au public, les acteurs politiques influents sont nettement plus libéraux et optimistes, plus attachés à l'idée d'une identité européenne et un ensemble commun de valeurs européennes, et plus susceptibles de ressentir les bénéfices de l'intégration. Dans le même temps, le mécontentement couve au sein du public sur une série d'enjeux politiques. Ainsi, de larges pans du public ont une vision négative de l'UE ; ils souhaitent qu'une partie des pouvoirs soit rendue aux États membres ; ils s'inquiètent de l'immigration et de ses effets perçus, comme du rôle de l'Islam dans la société ; et ils regardent l'avenir avec pessimisme. Ces sentiments sont particulièrement forts parmi la population qui a un niveau d'éducation moins élevé.

Les sujets qui rassemblent le public et l'élite

Les données révèlent quatre domaines où les opinions sont relativement convergentes : un engagement fidèle à l'égard d'une Union solidaire qui a survécu à la crise de la zone euro ; des attitudes étonnamment positives à l'égard de la démocratie au niveau de l'UE ; des attitudes largement positives à l'égard de la notion d'une identité européenne commune ; et des points de vue similaires concernant les grandes réalisations de l'UE et ses principaux échecs.¹²

Solidarité

La solidarité, ancrée au cœur de l'intégration européenne, a été constamment chahutée ces dernières années. La crise de la zone euro, notamment, a créé un nouveau schéma qui oppose états « créditeurs »

¹¹ Best, H., Lengyel, G. et Verzichelli L. (eds) (2012), *The Europe of Elites: A Study into the Europeanness of Europe's Political and Economic Elites*, Oxford: Oxford University Press, p. 3.

¹² Les données relatives au public et à l'élite du RU ont été exclues. Les chiffres qui font référence à des moyennes européennes dans ce chapitre utilisent un échantillon pondéré par la population sur les neuf pays restants.

et « débiteurs », chargé de ferveur morale aux deux extrémités, tandis que la crise des réfugiés a donné lieu à des réponses radicalement différentes sur l'ensemble du continent. La solidarité est l'un des objectifs inscrits au traité de l'UE, mais les tensions persistantes sur la question d'un équilibre idéal entre solidarité et responsabilité illustrent les écarts d'interprétation du concept, dans une Union caractérisée par des niveaux de richesse et de prospérité très divers.

Les conclusions de l'enquête révèlent un soutien très marqué en faveur du rôle de « redistributeur » de l'UE, avec tout ce que cela implique en termes de solidarité.

- 50 % du public sont d'accord pour dire que les États membres plus riches devraient soutenir financièrement les États membres plus pauvres, contre 18 % d'opinion contraire (voir Figure 1). Parmi l'élite, ce soutien est plus marqué, avec 77 % d'accord et 12 % pas d'accord.
- Parmi le public, ceux qui sont les plus enclins à penser que les États membres plus riches devraient soutenir financièrement les États membres plus pauvres ont tendance à être plus âgés, diplômés d'université et urbanisés.
- Ceux qui sont les moins enclins à soutenir cette mesure de solidarité européenne ont tendance à être moins instruits (niveau secondaire uniquement) et à vivre en milieu plus rural.
- Par ailleurs, si l'Allemagne a essuyé de nombreuses critiques pour son approche de la gestion de la crise de la zone euro, environ deux-tiers de l'élite, et près de la moitié du public, estiment qu'elle joue un rôle positif au sein de l'UE.

Figure 1 : « Les États membres plus riches devraient soutenir financièrement les États membres plus pauvres »

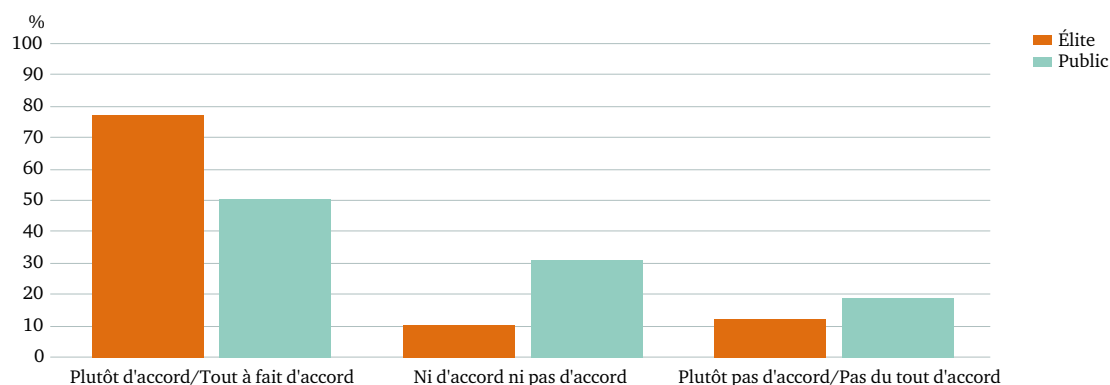
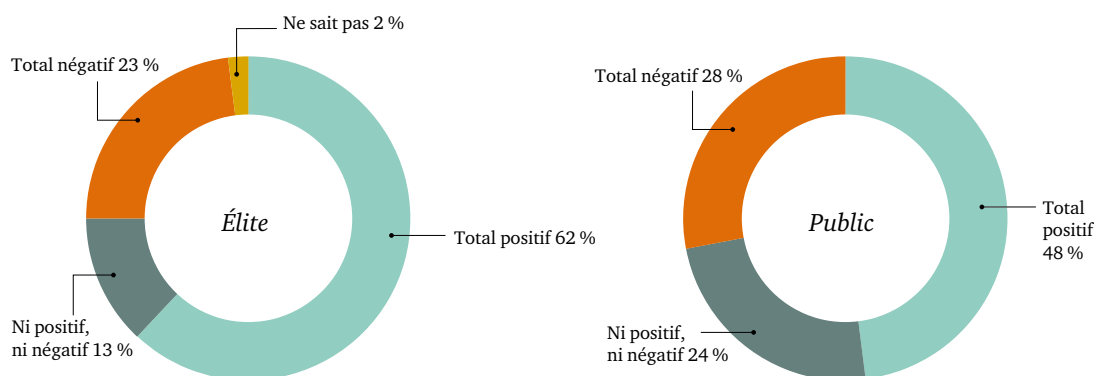


Figure 2 : Perception du rôle de l'Allemagne au sein de l'UE



Démocratie et participation

Le second domaine dans lequel les attitudes du public et de l'élite sont relativement similaires concerne la démocratie au sein de l'UE. Malgré le fait qu'un assez grand nombre partage le sentiment d'un « déficit démocratique », on constate avec surprise que les deux groupes affichent une attitude positive à l'égard de la démocratie au niveau de l'UE.

- Interrogés sur le caractère démocratique de l'UE sur une échelle de 0 à 10 (où 10 correspond à très démocratique), 64 % du public et 79 % de l'élite répondent 5 ou plus, et 30 % et 45 % donnent respectivement une réponse comprise entre 7 et 10.
- Une part non négligeable de chaque groupe (25 % du public et 13 % de l'élite) considère néanmoins que l'UE n'est pas démocratique.

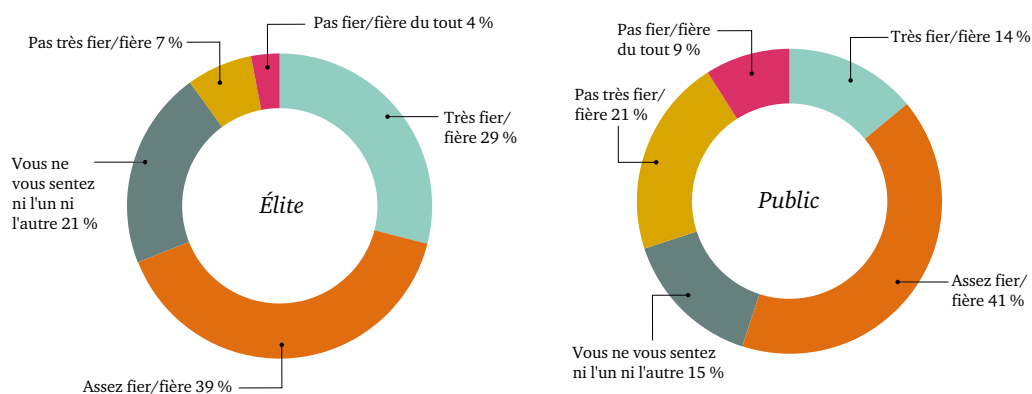
Le sentiment d'insatisfaction est plus largement partagé lorsqu'il s'agit d'évaluer la réactivité démocratique. À la question : Pensez-vous que « les hommes politiques se préoccupent de ce que pensent les gens comme vous », la majorité des deux groupes (51 % de l'élite et 74 % du public) répond négativement. Seuls 8 % du public répondent que les responsables politiques se soucient de ce que pensent les gens comme eux.

Identité européenne et identité nationale

La plupart des critiques formulées à l'encontre de l'EU en tant que « projet politique » viennent du sentiment que les citoyens ne partagent pas une identité européenne commune. Il était donc logique que l'enquête s'intéresse à la manière dont cette identité est perçue, à commencer par le sentiment de fierté à l'égard de cette appartenance européenne.

- Dans les deux cas, la majorité des personnes sondées (56 % du public et 68 % de l'élite) déclarent se sentir « très » ou « assez » fières d'être européennes.
- Parmi les membres du public ayant exprimé une opinion, 17 % seulement disent être fiers de leur nationalité, mais pas d'être européens.
- Les membres de l'élite sont deux fois plus susceptibles de se dire très fiers de leur identité européenne – 29 % contre 14 % pour le public.
- Un noyau dur (29 % du public et 10 % de l'élite) déclare ne pas éprouver de fierté à l'égard de son identité européenne.

Figure 3 : Attitudes vis-à-vis du sentiment d'appartenance à l'UE



Ces résultats montrent bien que les membres du public ont conscience d'appartenir à l'Union européenne et d'en éprouver un sentiment globalement positif ; une information qui a son importance compte tenu du fait que les dirigeants de l'UE sont parfois accusés sur un ton moqueur de chercher à créer artificiellement ces sentiments. Il va de soi, toutefois, que le fait de revendiquer une identité européenne n'exclut pas pour autant une attitude sceptique ou hostile à son encontre.

Les membres de l'élite européenne sont parfois présentés comme des individus qui placent l'identité européenne au-dessus de leur propre identité nationale, mais cette affirmation est bien loin de la réalité. Une grande majorité de l'élite exprime une fierté à l'égard de l'identité européenne, mais pas au détriment de son attachement à une communauté nationale. Parmi l'élite, ils sont une majorité à déclarer être fiers de leur identité nationale et à ne pas considérer les identités nationale et européenne comme incompatibles. Parmi les membres de l'élite ayant exprimé une opinion, seuls 6 % se disent fiers de leur identité européenne mais pas de leur identité nationale, alors que 81 % donnent une réponse positive pour les deux identités.

Tableau 1 : Attitudes à l'égard de l'identité nationale et européenne (% des personnes sondées)

	Élite	Public
Fier/fière de l'identité nationale et de l'identité européenne	81	58
Fier/fière de l'identité européenne, mais pas de l'identité nationale	6	8
Fier/fière de l'identité nationale, mais pas de l'identité européenne	9	17
Fier/fière ni de l'identité nationale, ni de l'identité européenne	4	17

Remarque : ne tient pas compte de ceux qui ne se prononcent ni dans un sens, ni dans l'autre.

Qu'a donc fait l'UE pour nous ?

Le quatrième domaine dans lequel on note une convergence d'opinions du public et de l'élite concerne les réalisations et les échecs de l'UE. Les participants ont été interrogés sur ce qu'ils considèrent être la plus grande réalisation et le plus grand échec de l'UE. Le palmarès donné par chacun des deux groupes est globalement très similaire.

Réalisations

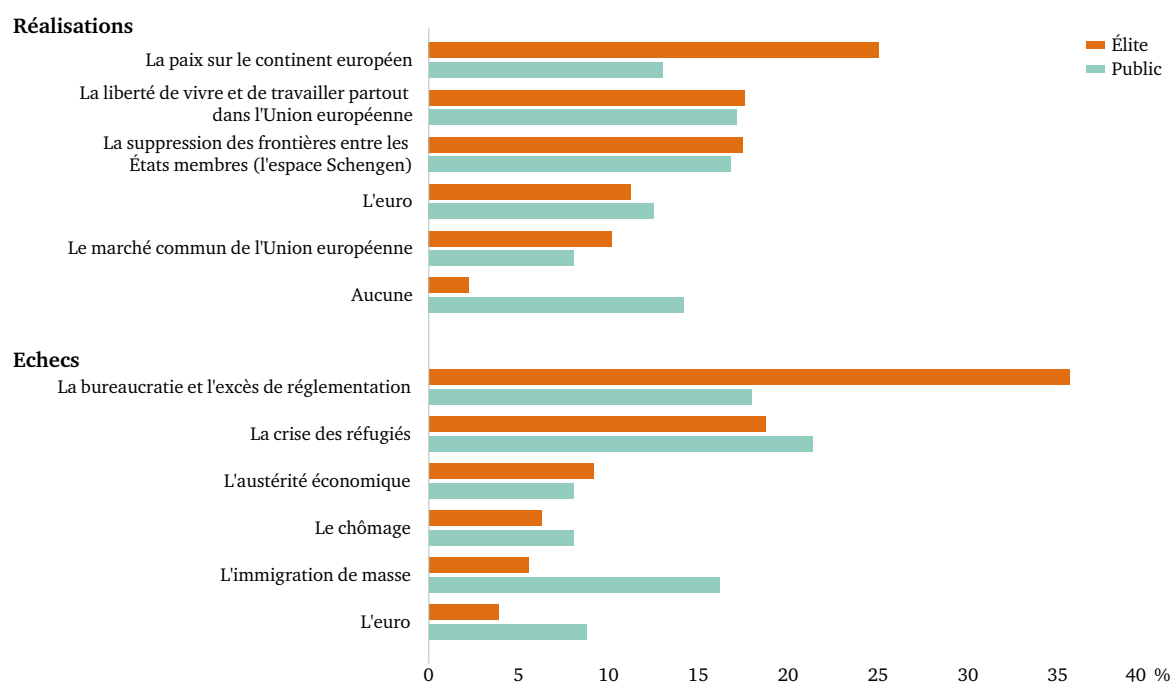
- Les membres de l'élite sont plus enclins à identifier la paix comme étant la plus grande réalisation de l'UE, tandis que les membres du public choisissent majoritairement la liberté de mouvement.
- Les deux groupes classent au cinq premières places les mêmes réalisations : la paix, l'espace Schengen, la liberté de mouvement, le marché unique et la monnaie unique. Ce sont manifestement ces réalisations phares qui ont le plus de poids.
- Les participants des deux groupes sont moins enclins à classer la protection des droits des travailleurs, de l'environnement et des consommateurs dans les plus grandes réalisations de l'UE.
- La principale différence entre les deux échantillons réside dans le fait qu'un noyau dur de 14 % du public déclare ne reconnaître aucune réalisation à l'UE ; c'est aussi la troisième réponse la plus populaire parmi le public (contre 2 % pour l'élite).

Échecs

- Les membres du public sont les plus enclins à sélectionner la crise des réfugiés, la bureaucratie et l'excès de réglementation, ainsi que l'immigration, comme étant les échecs majeurs de l'UE, ce qui montre à quel point les questions identitaires sont au cœur du sujet.
- Plus modérément, les membres de l'élite désignent aussi la bureaucratie et la réglementation comme le plus grand échec de l'UE, bien qu'ils classent également la crise des réfugiés et l'immigration dans les principaux échecs, au même titre que l'austérité et le chômage.

Le mécontentement lié à la crise des réfugiés tient peut-être davantage à la manière dont elle a été gérée qu'au rejet de l'arrivée des réfugiés. Il montre néanmoins que cet échec est associé à l'Union européenne, même si le manque de coordination au niveau européen est en partie imputable aux différences d'approches entre les États membres.

Figure 4 : Principales réalisations et principaux échecs de l'UE



Les sujets qui divisent le public et l'élite

Si le public et l'élite partagent des points de vue largement similaires sur les réalisations et les échecs de l'UE, on note que les deux groupes sont profondément divisés sur des questions importantes, notamment la perception de l'UE, et son impact sur l'intégration et l'élargissement, et enfin l'immigration.

Perception des bénéfices apportés par l'UE

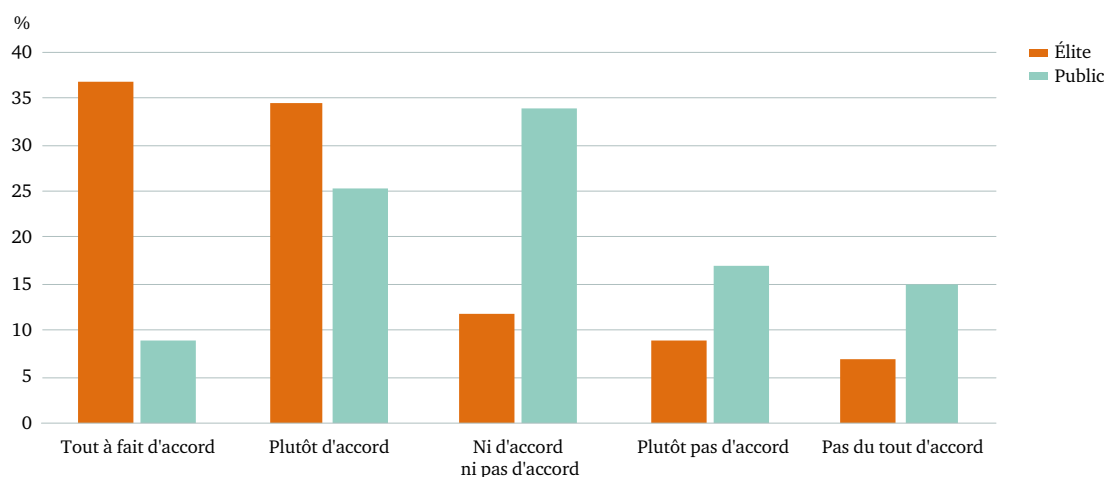
En demandant aux participants s'ils estiment que « des gens comme eux » ont bénéficié de l'appartenance à l'UE, l'enquête a tenté de mesurer la perception de l'impact de cette appartenance sur chaque individu personnellement, plutôt que sur leur pays ou leur économie. Comme le montre

la Figure 5, les membres du public sont non seulement bien moins susceptibles que ceux de l'élite de penser que des gens comme eux ont bénéficié de l'appartenance à l'UE, mais aussi plus divisés entre eux.

Les membres de l'élite répondent massivement (71 %) avoir bénéficié de l'intégration européenne. Le public, en revanche, est partagé en trois groupes quasiment égaux : 34 % disent en avoir bénéficié, 32 % ne pas en avoir bénéficié et 34 % ne s'expriment ni dans un sens ni dans l'autre.

- 37 % de l'élite est « tout à fait d'accord » avec le fait d'avoir bénéficié de l'appartenance à l'UE, comparé à 9 % pour le public.
- Par conséquent, les membres de l'élite sont quatre fois plus enclins que ceux du public à déclarer avoir bénéficié de l'appartenance à l'UE, et près de quatre fois plus enclins à être « tout à fait d'accord » avec cette idée.
- Parmi ceux qui sont les plus enclins à dire que des gens comme eux bénéficient de l'appartenance à l'UE, on trouve plus généralement des personnes de sexe masculin, âgées de 18 à 29 ans ou de 60 ans et plus, diplômées du 3^{ème} cycle, habitant en ville et avec des revenus plus élevés.
- À l'inverse, les moins susceptibles de dire qu'ils bénéficient de l'UE sont d'âge moyen (45–59 ans), faiblement instruits, vivent en zone rurale ou dans des villes de petite taille, et ont des revenus modérés plutôt que faibles ou élevés. (Le Chapitre 4 étudie de manière approfondie l'importance de ces facteurs.)

Figure 5 : « Les gens comme vous ont bénéficié de l'appartenance à l'Union européenne »



On retrouve ce même schéma lorsque l'on s'intéresse aux mots et expressions que les deux groupes associent à l'UE. Dans les deux cas, les participants associent à l'UE les notions de « paix » et de « diversité culturelle », mais aussi très fortement celle de « bureaucratie ». Parmi l'élite, on note toutefois aussi d'autres associations récurrentes : « liberté », « démocratie » et « meilleure qualité de vie », tandis que le public souligne « la perte de la souveraineté nationale » et « la crise économique ».

En politique, émotions et sentiments jouent un rôle important. Les études récentes ont montré leur influence sur la manière dont les individus perçoivent le monde politique.¹³ Par exemple, à la veille du référendum britannique de 2016 sur l'UE, le sentiment dominant parmi les électeurs britanniques était « mal à l'aise » à l'égard de l'UE. Ce sentiment négatif était considérablement plus marqué que des notions positives, telles que « espoir », « optimisme » et « confiance ».¹⁴ Les deux groupes de participants ont été invités à choisir, dans une liste prédéfinie d'adjectifs, celui qui reflète le mieux leur sentiment vis-à-vis de l'UE. Les réponses les plus choisies (par ordre décroissant) par les membres de l'élite sont « confiant(e) », « positif/ve » et « mal à l'aise ». Parmi les adjectifs les moins retenus, on note « dégoûté(e) », « indifférent(e) » et « heureux/se ». En revanche, les membres du public optent massivement (par ordre décroissant) pour les adjectifs « effrayé(e) », « mal à l'aise » et « pessimiste ». Les réponses les moins populaires sont « heureux/se », « fier/ère » et « impliqué(e) ».

Intégration européenne et élargissement

Dans les premières années de la crise de la zone euro, on s'attendait à ce que les réformes politiques institutionnelles soient aussi importantes que les réformes économiques. En 2015, cette vision figurait encore dans le rapport des Cinq Présidents, qui prévoyait un processus d'intégration graduel, d'une union économique et monétaire complète à une union financière, puis budgétaire et, pour finir, politique.¹⁵ Mais avec l'éloignement de la crise, les perspectives d'une union politique se sont aussi évaporées, notamment puisque le cadre européen actuel suffisait à mettre en œuvre la plupart des changements politiques nécessaires au renforcement de la monnaie unique. Pourtant, cela signifie aussi que les problèmes de légitimité révélés par la crise et renforcés par une coordination budgétaire approfondie n'ont pas été traités.

L'enquête s'est intéressée aux attitudes concernant l'équilibre des pouvoirs entre l'UE et les États membres. Il a été demandé aux participants s'il était souhaitable de confier davantage de pouvoirs à l'UE, si celle-ci devait rendre ses pouvoirs aux États membres ou s'ils jugeaient l'équilibre actuel des pouvoirs satisfaisant (voir Figure 6).

- Parmi les membres de l'élite, les opinions sont partagées sur la définition même d'un « équilibre satisfaisant ». Une majorité relative (37 %) déclare vouloir donner davantage de pouvoirs à l'UE, tandis que 31 % s'expriment en faveur d'une restitution des pouvoirs aux États membres, l'option la moins retenue étant le statu quo (28 %).
- Les membres du public sont nettement plus enclins à souhaiter la restitution d'une partie des pouvoirs aux États membres (48 % sont pour) ; ils sont deux fois plus nombreux que ceux qui aimeraient voir l'UE jouir de plus de pouvoirs (24 %), tandis que 28 % optent pour le statu quo.
- Ceux qui sont les plus enclins à souhaiter que les pouvoirs soient rendus aux États membres sont généralement plus âgés (45 ans et plus), ont un niveau d'éducation secondaire uniquement, et sont issus de zones rurales ou de villes de petite taille. Aucune différence significative ne se dégage en termes de revenus.

¹³ Wagner, M. (2014), 'How do emotions shape the choices of voters? Evidence from the 2010 UK general election', LSE Europe Blog, 23 décembre 2014, <http://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2014/12/23/how-do-emotions-shape-the-choices-of-voters-evidence-from-the-2010-uk-general-election/> (consulté le 10 mai 2017) (anglais uniquement).

¹⁴ Clarke, H. D., Goodwin, M. J. et Whiteley P. (2017), *Brexit: Why Britain Voted to Leave the European Union*, Cambridge: Cambridge University Press.

¹⁵ Commission européenne (2015), 'Le rapport des cinq présidents : Compléter l'Union économique et monétaire européenne', 22 juin 2015, https://ec.europa.eu/commission/publications/five-presidents-report-completing-europes-economic-and-monetary-union_fr (consulté le 10 mai 2017).

Figure 6 : L'Union européenne devrait-elle avoir plus de pouvoirs ?

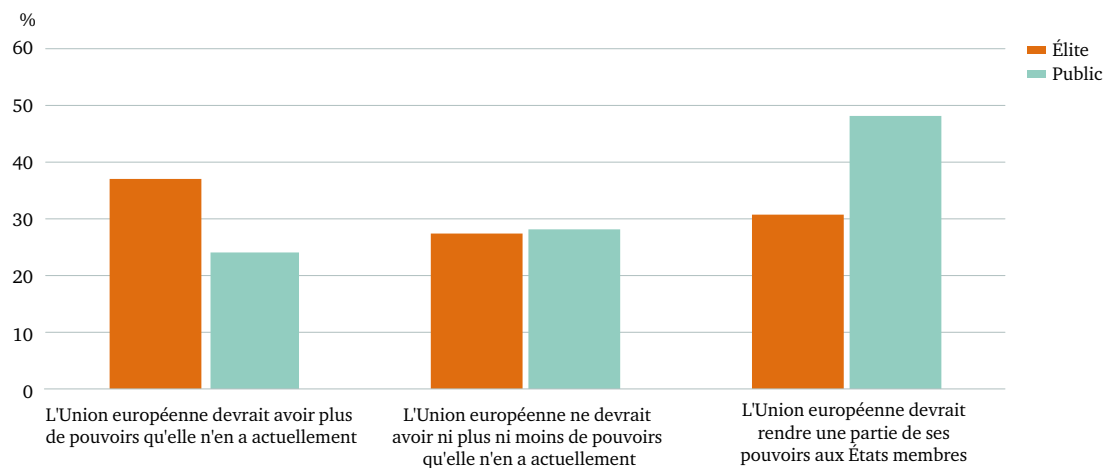
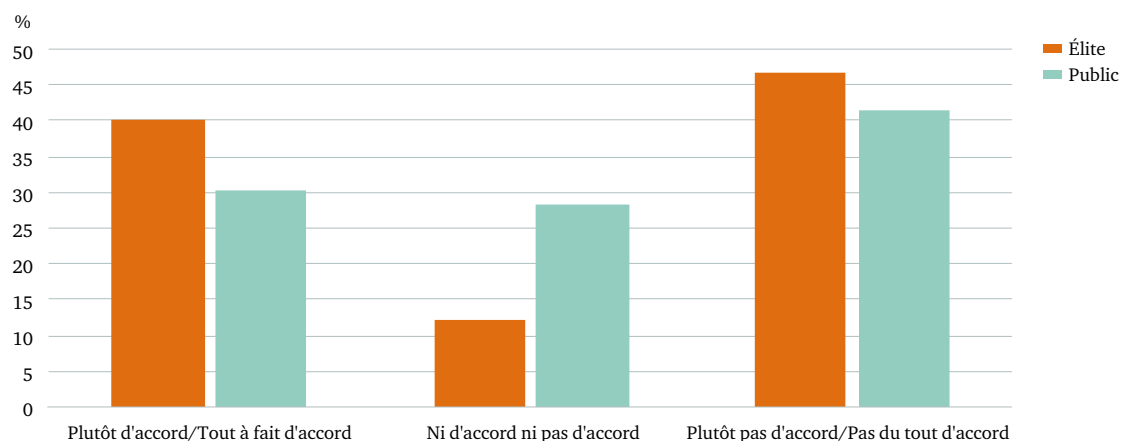


Figure 7 : Une Union sans cesse plus étroite ? « L'Union européenne devrait devenir des États Unis d'Europe avec un gouvernement central »



La plupart des experts considèrent l'élargissement de l'UE à la majeure partie des pays de l'ancienne Europe centrale et orientale communiste comme l'une de ses plus grandes réalisations, le processus d'adhésion ayant favorisé la transition vers la démocratie et l'économie de marché au sein de ces nouveaux États membres. Parallèlement, l'élargissement a modifié le caractère de l'Union, en bouleversant son équilibre politique et économique interne et en augmentant les flux de migration intra-européens. L'enquête a sondé les opinions sur l'élargissement actuel, ainsi que sur les perspectives d'adhésion de nouveaux pays.

- 47 % du public estiment que l'élargissement « est allé trop loin », avec 22 % seulement d'opinion contraire. Une large proportion de l'élite (44 %) est en désaccord sur ce point, même si 41 % partagent ce point de vue négatif.
- Toutefois, 58 % des membres de l'élite soutiennent toujours l'élargissement de l'UE à de nouveaux pays. Le public est quant à lui partagé : 34 % y sont favorables, 36 % y sont opposés et 31 % sont neutres.

- 62 % des membres du public sont contre l'élargissement à la Turquie, le plus grand pays-candidat, mais dont les perspectives d'adhésion restent lointaines. Les membres de l'élite sont plus partagés : 49 % sont contre et 42 % sont pour l'adhésion de la Turquie à condition qu'elle entreprenne les réformes nécessaires.

Tableau 2 : Attitudes de l'élite et du public vis-à-vis de l'UE (% des personnes sondées)

	Élite	Public
<i>Souveraineté</i>		
L'Union européenne devrait rendre une partie de ses pouvoirs aux États membres	31	48
L'Union européenne ne devrait avoir ni plus ni moins de pouvoirs qu'elle n'en a actuellement	28	28
L'Union européenne devrait avoir plus de pouvoirs qu'elle n'en a actuellement	37	24
<i>Fédéralisme</i>		
L'Union européenne devrait devenir des États Unis d'Europe avec un gouvernement central	40	30
Neutre	12	28
L'Union européenne ne devrait pas devenir des États Unis d'Europe avec un gouvernement central	47	41
<i>Élargissement</i>		
L'élargissement de l'Union européenne est allé trop loin	41	47
L'élargissement de l'Union européenne n'est pas allé trop loin	44	22
Neutre – ne partage ni l'une ni l'autre de ces opinions	14	30
<i>Contagion du Brexit</i>		
Au cours des dix prochaines années, d'autres États membres décideront de quitter l'Union européenne	43	55
Neutre	14	28
Au cours des dix prochaines années, aucun autre État membre ne décidera de quitter l'Union européenne	40	18
<i>Rôle de l'Allemagne dans l'UE</i>		
L'Allemagne joue un rôle positif	62	48
L'Allemagne joue un rôle négatif	23	28
Neutre – ni positif ni négatif	13	24
<i>Adhésion de la Turquie à l'Union</i>		
Favorable à l'adhésion de la Turquie	6	5
Favorable à l'adhésion de la Turquie à condition qu'elle mette en œuvre des réformes	42	33
Opposé(e) à l'adhésion de la Turquie	49	62

Encadré 1 : En quoi le Brexit peut-il changer l'orientation de l'UE ?

L'issue du référendum britannique de 2016 sur la sortie ou non de l'UE marque un tournant dans l'histoire de l'Union européenne. Pour la première fois depuis sa création, un État membre a choisi de quitter. Le vote illustre aussi l'importance fondamentale des attitudes du public à l'égard de l'orientation de l'UE. Et le phénomène n'est pas nouveau. À plusieurs reprises déjà, la question de l'intégration européenne a été soumise au vote du peuple par référendum : au Danemark lors du vote sur le Traité de Maastricht en 1992, en Suède lors du vote sur l'euro en 2003, en France et aux Pays-Bas lors du vote sur le Traité constitutionnel en 2005 et en Irlande lors du vote sur le Traité de Lisbonne en 2008. L'an dernier, les hollandais ont voté contre l'accord d'association de l'UE avec l'Ukraine. Désormais, les élections nationales servent aussi de tests à l'Union, encouragés par la fin du consensus général sur l'UE dans certains États, l'affaiblissement du soutien accordé aux partis traditionnels et la montée des partis eurosceptiques radicaux à gauche comme à droite. L'élection présidentielle récente en France en a été la parfaite illustration, les deux derniers candidats en lice ayant défendu deux visions de l'UE radicalement opposées.

Le Brexit a déjà créé la dynamique nécessaire pour entamer une discussion fondamentale sur l'avenir de l'UE. Jusqu'à présent, les dirigeants ont fait front commun pour réaffirmer leur engagement à l'UE et ont élaboré une ébauche de feuille de route offrant notamment la possibilité d'approfondir l'intégration dans certains domaines, comme la politique étrangère et la politique de sécurité. Mais le Brexit n'est pas non plus sans conséquence lourde sur l'équilibre des pouvoirs au sein de l'UE et son intégration future. Au Conseil européen, l'équilibre des voix aussi va changer : le bloc de pays historiquement plus favorables au libéralisme de libre-échange et sceptiques à l'égard du rôle du gouvernement dans l'économie ne disposera plus d'une minorité de blocage lors des décisions adoptées par un vote à la majorité qualifiée (même quand cette minorité inclue l'Allemagne).¹⁶ Si le Brexit va conforter l'Allemagne dans son rôle de partenaire européen le plus influent, il va probablement aussi accroître l'influence des États plus enclins au protectionnisme. Au Parlement européen, le départ des 71 députés britanniques (sur 751) va bousculer l'équilibre des groupes parlementaires et potentiellement renforcer le groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe de la droite radicale et affaiblir le groupe des Socialistes et Démocrates de centre-gauche.¹⁷

Avant le référendum, deux grandes théories sur l'impact potentiel du Brexit s'affrontaient. La première défendait l'idée qu'un vote des britanniques en faveur d'une sortie de l'UE allait dynamiser les mouvements anti-européens dans d'autres pays et que, dans le pire des scénarios, ce vote entraînerait un processus de fragmentation plus large au sein de l'Union. La deuxième partait du principe que le choc du Brexit déclencherait une nécessité impérieuse d'éviter une fragmentation et que l'absence du Royaume-Uni (traditionnellement eurosceptique) dans le processus décisionnel pourrait au contraire favoriser une plus grande intégration. Il est encore trop tôt pour savoir lequel de ces scénarios l'emportera.

Un facteur important, mais néanmoins inexploré, est l'impact du retrait du Royaume-Uni sur l'équilibre plus général de l'opinion publique dans le reste de l'UE. À cet égard, les résultats de l'enquête fournissent quelques informations précieuses sur son impact potentiel dans le sens d'une fragmentation ou d'une intégration.

Vers la fragmentation ?

Le Brexit a été célébré par les mouvements anti-européens de l'ensemble du continent européen, notamment par le Front national en France et la Ligue du Nord en Italie. Toutefois, son impact électoral dans d'autres pays est depuis beaucoup plus nuancé. Aux Pays-Bas, le Parti pour la liberté (PVV) anti-européen a gagné des voix et des sièges aux élections nationales, mais sans réussir à s'imposer comme le premier parti. Lors des élections présidentielles autrichiennes, le candidat pro-européen Alexander Van der Bellen a remporté le scrutin avec une faible avance sur son adversaire eurosceptique Norbert Hofer du Parti de la liberté (FPÖ). En France enfin, le centriste Emmanuel Macron s'est imposé au second tour des présidentielles avec 66 % des voix en défendant un programme pro-européen, même si le score sans précédent de Marine le Pen, la candidate du Front National (1/3 des voix) ne doit pas être négligé.

¹⁶ Niblett, R. (2016), *Britain, the EU and the Sovereignty Myth*, Research Paper, London: Royal Institute of International Affairs, p. 19, <https://www.chathamhouse.org/publication/britain-eu-and-sovereignty-myth> (consulté le 10 mai 2016) (anglais uniquement).

¹⁷ Chrysogelos, A. (2016), 'How Brexit will affect the balance of power in the European Parliament', LSE Europp Blog, 29 septembre 2016, <http://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2016/06/29/brexit-balance-of-power-european-parliament/> (consulté le 10 mai 2017) (anglais uniquement).

L'enquête a cherché à évaluer ce que les personnes sondées pensaient d'une contagion possible du Brexit : pensent-elles que l'exemple d'un État membre qui sort de l'Union européenne peut inciter d'autres pays à prendre la même décision ? Il leur a été demandé dans quelle mesure elles étaient d'accord ou non avec la proposition suivante : « Au cours des 10 prochaines années, d'autres États membres décideront de quitter l'Union européenne ».

Une majorité du public (55 %) sur les neuf pays est d'accord avec cette proposition, avec presque autant de personnes tout à fait d'accord (15 %) que de personnes pas d'accord (18 %). Parmi l'élite, le résultat est plus équilibré, mais le plus grand nombre (43 %) s'attend quand même à un rétrécissement de l'UE, tandis que 40 % réfutent cette idée. La question ne permet pas d'évaluer si une nouvelle fragmentation constituerait une évolution positive ou négative, pas plus qu'elle n'indique si les personnes sondées soutiendraient une sortie de l'UE de leur propre pays. Mais elle traduit bien les sentiments d'incertitude et de pessimisme qui animent de nombreux européens à l'égard de l'avenir de l'UE. Elle contraste aussi avec le fait qu'aucun État membre de l'UE, à part le Royaume-Uni, n'est actuellement gouverné par un parti favorable à une sortie de l'Union. Dans la plupart des pays, cela reste une position marginale et radicale.

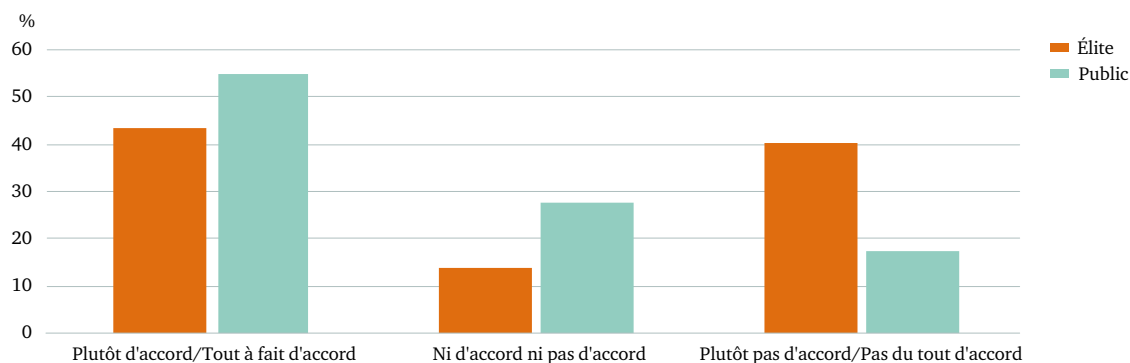
Vers l'intégration ?

Au lendemain du référendum du Royaume-Uni, on notait les signes tangibles d'un soutien timide du public en faveur de l'UE dans d'autres États membres.¹⁸ Il est important également de prendre en compte la manière dont la sortie du RU pourrait faire évoluer l'équilibre de l'opinion publique européenne. L'effet potentiellement positif sur l'intégration peut être évalué en comparant les moyennes de l'échantillon « avec » et « sans » les données du RU.¹⁹ Le résultat montre que le retrait du RU, au-delà de son impact symbolique et institutionnel, va considérablement modifier l'équilibre des attitudes du public au sein de l'Union.

Comme le montre le Tableau 3, il est clair qu'en excluant les réponses des britanniques, on obtient un échantillon nettement plus intégrationniste. Les différences ne sont pas spectaculaires, mais les membres de l'élite et du public sont légèrement plus favorables à un élargissement des pouvoirs de l'UE et un transfert vers le fédéralisme, et s'attendent globalement moins à une nouvelle fragmentation.

En excluant les données du RU, le soutien marqué en faveur d'un transfert de pouvoirs plus important à l'UE augmente parmi l'élite (de +1 à +6 points de pourcentage par rapport au soutien en faveur d'une restitution des pouvoirs). Toutefois, en incluant le RU, les membres de l'élite sont davantage opposés (par 14 points de pourcentage) à des États Unis d'Europe qu'ils n'y sont favorables. Abstraction faite des données du RU, cette nette préférence est réduite de moitié (+7 points) : la plus grande partie du public se prononce toujours pour un retour des pouvoirs aux États membres et est contre une Europe fédérale.

Figure 8 : La contagion du Brexit ? « Au cours des 10 prochaines années, d'autres États membres décideront de quitter l'Union européenne »



Remarque : Les données relatives au public et à l'élite du RU ont été exclues.

¹⁸ Hoffman, I. et de Vries, C. (2016), *Brexit has raised support for the European Union*, Gütersloh: Bertelsmann Stiftung, <https://www.bertelsmann-stiftung.de/en/publications/publication/did/flashlight-europe-022016-brexit-has-raised-support-for-the-european-union/> (consulté le 10 mai 2017) (anglais uniquement).

¹⁹ Toutes les données sont pondérées par la population.

Tableau 3 : Ré-équilibre : les attitudes à l'égard de l'UE avec et sans le RU
(% des personnes sondées)

	Élite avec le RU	Élite sans le RU	Public avec le RU	Public sans le RU
<i>Souveraineté</i>				
L'Union européenne devrait rendre une partie de ses pouvoirs aux États membres	33	31	50	48
L'Union européenne ne devrait avoir ni plus ni moins de pouvoirs qu'elle n'en a actuellement	28	28	28	28
L'Union européenne devrait avoir plus de pouvoirs	34	37	22	24
<i>Fédéralisme</i>				
L'Union européenne devrait devenir des États Unis d'Europe avec un gouvernement central	37	40	28	30
Neutre	11	12	28	28
L'Union européenne ne devrait pas devenir des États Unis d'Europe avec un gouvernement central	51	47	44	41

Immigration et identité

Les inquiétudes à l'égard de l'immigration et de l'identité sont au cœur des politiques européennes et l'un des principaux facteurs de soutien du public à la droite populiste. Mais ce sont aussi des aspects sur lesquels les opinions de l'élite et du public divergent très nettement. Plusieurs questions ont été posées aux deux groupes afin de déterminer quels sont leurs sentiments à l'égard de l'immigration, de la crise des réfugiés et de la manière dont elle a été gérée depuis 2015, et du rôle particulier dans les sociétés européennes de l'Islam, aujourd'hui la cible des nationalistes populistes et source d'inquiétude dans un climat d'attaques terroristes islamistes. Comme le montre le Tableau 4, on note des différences flagrantes entre l'élite et le public sur ce que l'on pourrait qualifier d'« axe identitaire ». Les résultats montrent aussi très clairement l'inquiétude du public vis-à-vis de l'évolution ethnique et culturelle.

- Des majorités très nettes de l'élite estiment que l'immigration a été positive pour leur pays et qu'elle a enrichi la vie culturelle ; elles rejettent aussi l'idée d'un impact négatif des immigrés sur la criminalité.
- Une large proportion de l'élite rejette aussi l'idée que les immigrés soient un fardeau pour les systèmes sociaux, et une majorité conteste fortement la possibilité que les immigrés prennent les emplois des nationaux.
- Le contraste est saisissant lorsque l'on observe les pourcentages du public, où ils sont nombreux à estimer que l'immigration a eu un impact négatif sur leur pays et à réfuter l'idée que l'immigration ait pu enrichir la vie culturelle.
- Une majorité du public déclare que l'immigration a accentué la criminalité et créé un fardeau pour le système social.
- Une forte proportion du public rejette toutefois l'idée que les immigrés prennent les emplois des nationaux.

Tableau 4 : Comparaison des attitudes de l'élite et du public à l'égard de l'immigration (% des personnes sondées)

Sentiment vis-à-vis de l'impact de l'immigration sur ...	Élite	Public
<i>Le pays</i>		
L'immigration a été bonne pour le pays	57	25
Neutre – ni d'accord, ni pas d'accord	16	31
L'immigration a été mauvaise pour le pays	24	44
<i>La vie culturelle</i>		
Les immigrés ont enrichi la vie culturelle	58	32
Neutre – ni d'accord, ni pas d'accord	15	29
Les immigrés n'ont pas enrichi la vie culturelle	26	38
<i>La criminalité</i>		
Les immigrés ont accentué la criminalité	30	51
Neutre	15	25
Les immigrés n'ont pas accentué la criminalité	54	24
<i>Le système social</i>		
Les immigrés sont un fardeau pour le système social	35	55
Neutre – ni d'accord, ni pas d'accord	14	24
Les immigrés ne sont pas un fardeau pour le système social	49	21

La crise des réfugiés a mis à rude épreuve les États frontaliers, telles la Grèce et l'Italie, et suscité un niveau de soutien très inégal de la part des autres États membres, l'Allemagne et la Suède ayant accueilli un très grand nombre de réfugiés, tandis que d'autres pays s'y sont farouchement opposés. L'enquête a examiné la position de l'élite et du public concernant les quotas de réfugiés et comparé leurs attitudes à l'égard des différents groupes de migrants.

- La moitié du public (49 %) se dit favorable à un système de quotas, tandis que 27 % estiment que les États membres devraient avoir la capacité de décider combien de réfugiés accueillir et 24 % déclarent qu'ils ne devraient pas avoir l'obligation d'en accueillir.
- L'élite soutient massivement l'idée des quotas : 63 % y sont favorables, tandis que 10 % seulement répondent qu'aucun État membre ne devrait avoir l'obligation d'accueillir des réfugiés.
- Seuls 14 % de l'élite expriment des sentiments négatifs à l'égard des réfugiés ou des demandeurs d'asile, contre 34 % de l'opinion publique.
- Les membres du public sont plus enclins à exprimer des sentiments négatifs à l'égard des migrants économiques extérieurs à l'UE (43 %) et moins enclins à exprimer de tels sentiments à l'égard des immigrés d'Europe occidentale (9 %).

L'enquête s'est également intéressée aux attitudes vis-à-vis de l'Islam. Plusieurs affirmations relatives à cette religion ont été soumises aux personnes sondées, y compris quelques arguments avancés par les partis de la droite radicale, afin de tenter de mesurer le degré de soutien latent aux sentiments islamophobes.

L'inquiétude relative au rôle de l'Islam dans la société en Europe est forte et plus répandue parmi le public. Les membres de l'élite semblent toutefois partager cette inquiétude dans une certaine mesure. 61 % de l'élite et 73 % du public s'expriment en faveur d'une interdiction du vêtement islamique qui couvre le visage dans les lieux publics.

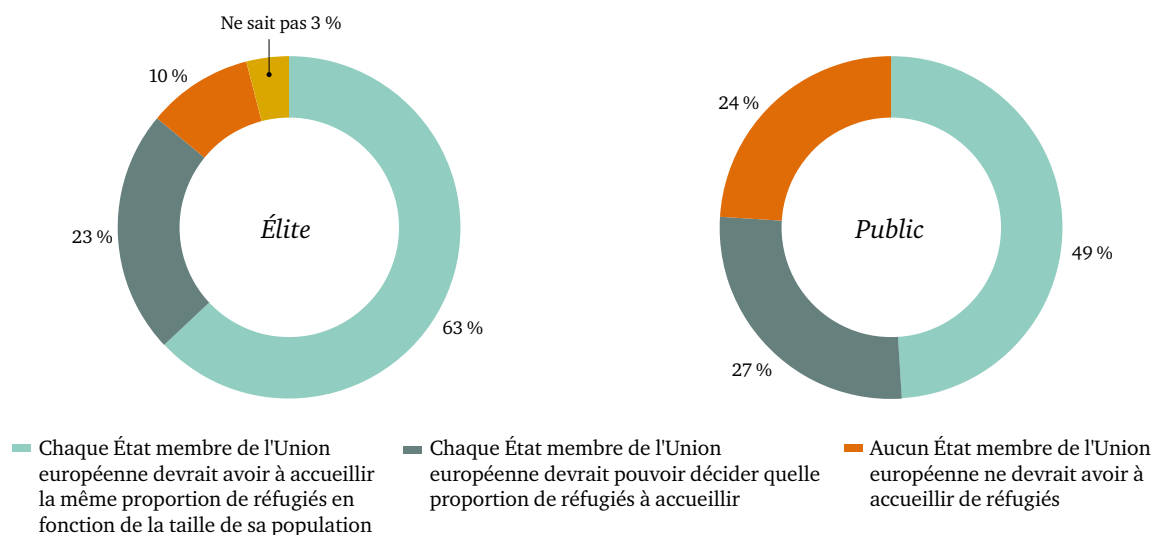
- Près d'un tiers de l'élite (32 %) souhaite stopper toute migration supplémentaire provenant de pays majoritairement musulmans, contre un peu plus de la moitié du public (56 %).
- Un peu plus d'un tiers de l'élite (35 %) déclare que les modes de vie européen et musulman sont incompatibles, contre un plus de la moitié du public (55 %).

Ces opinions traduisent la sympathie latente du public pour les messages clés de la droite radicale sur ces sujets. On constate toutefois des différences sociodémographiques importantes parmi ceux qui expriment ces opinions. Les citoyens de plus de 60 ans et moins instruits ont davantage tendance à considérer les modes de vie européen et musulman comme incompatibles. Sur certaines questions, on observe aussi un soutien non négligeable des membres de l'élite. Cette sympathie parmi l'élite peut s'expliquer par le fait que l'Islam est perçue comme une menace pour les valeurs libérales, une inquiétude clairement exprimée dans les débats en France et aux Pays-Bas sur les tentatives d'imposer une interdiction partielle du port du vêtement islamique qui couvre le visage. Elle fait peut-être aussi écho aux attaques terroristes islamistes récentes et à la crainte d'une société de plus en plus divisée.

Tableau 5 : Attitudes à l'égard de l'Islam et des Musulmans (% des personnes sondées)

Perception de l'Islam et des Musulmans	Élite	Public
Le vêtement islamique qui couvre le visage devrait être interdit dans les lieux publics	61	73
Neutre – ni d'accord, ni pas d'accord	12	16
Le vêtement islamique qui couvre le visage ne devrait pas être interdit dans les lieux publics	26	11
Toute immigration supplémentaire provenant de pays musulmans devrait être arrêtée	32	56
Neutre – ni d'accord, ni pas d'accord	13	25
Toute immigration supplémentaire provenant de pays musulmans ne devrait pas être arrêtée	53	20
Le mode de vie européen et celui des Musulmans sont incompatibles	35	55
Neutre – ni d'accord, ni pas d'accord	15	24
Le mode de vie européen et celui des Musulmans ne sont pas incompatibles	50	21

Figure 9 : Attitudes à l'égard des quotas pour les réfugiés



Valeurs et perspective

La comparaison des élites et des citoyens d'Europe révèle des différences fondamentales entre l'élite et le public en termes de valeurs et de perspective générale, comme l'illustre le Tableau 6. Les données confirment également le sentiment que les dirigeants et les influenceurs d'opinion en Europe ont une tendance nettement plus libérale. Elles montrent que ces individus sont bien plus susceptibles de défendre le mariage entre deux personnes de même sexe et de s'opposer à la peine de mort, deux sujets qui sont traditionnellement révélateurs de l'endroit où un individu se situe sur un spectre libéral-autoritaire (plus d'informations sur ce point au Chapitre 4).

50 % de l'élite (et 25 % seulement du public) ne sont pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle « travailler dur n'apporte généralement pas la réussite – c'est une question de chance et de relations ».

Si ces données confirment les valeurs libérales de l'élite, elles révèlent également une vision plus positive de l'avenir, ce qui accroît encore le fossé avec un public bien moins confiant dans l'avenir et moins libéral. On retrouve ce même fossé dans la manière dont les deux groupes perçoivent la mobilité sociale.

- Une majorité du public (54 %) estime que son pays était un meilleur endroit pour vivre il y a 20 ans. 42 % de l'élite trouvent que la situation est meilleure aujourd'hui, tandis que 32 % la préféreraient avant (et 21 % ne notent aucune différence).
- 50 % de l'élite (et 25 % seulement du public) ne sont pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle « travailler dur n'apporte généralement pas la réussite – c'est une question de chance et de relations ».

Tableau 6 : Comparaison des valeurs et perspectives de l'élite et du public
(% des personnes sondées qui sont d'accord avec le propos)

	Élite	Public
Les personnes de même sexe devraient être autorisées à se marier	70	56
Les jeunes d'aujourd'hui ne respectent pas suffisamment les valeurs traditionnelles	36	63
Travailler dur n'apporte généralement pas la réussite – c'est une question de chance et de relations	35	49
Pour certains crimes, la peine de mort est la condamnation la plus appropriée	18	43
Mon pays était un meilleur endroit pour vivre il y a 20 ans	32	54
Mon pays est un meilleur endroit pour vivre aujourd'hui	42	27

Ces questions peuvent paraître secondaires, mais elles permettent de montrer comment une division plus profonde sur les valeurs sous-tend les débats actuels sur l'avenir de l'Europe. Le chapitre suivant analyse la fracture au sein du public européen et de quelle manière cette fracture pousse les électeurs (et donc la politique en Europe) dans deux directions diamétralement opposées.

4. Le Clivage au Sein du Public

Ce chapitre examine un second clivage – plus particulièrement celui qui oppose différentes parties du public en raison de leurs valeurs et perspectives – et son influence sur les attitudes à l'égard de l'UE.

Depuis les années 90, l'extension rapide des pouvoirs de l'UE, la hausse de l'immigration, la libre circulation des ressortissants de l'UE, l'envolée du commerce international et la mondialisation économique ont relevé un certain nombre de questions identitaires. Si certains ont accueilli favorablement ces transformations rapides, d'autres en revanche nourrissent une inquiétude profonde et y voient une menace à l'appartenance de leur pays et à la communauté.²⁰

Ce phénomène a fait apparaître un clivage sociétal sur l'ensemble du spectre, entre des valeurs plus libérales et d'autres plus autoritaires. Ce clivage est aujourd'hui plus que jamais considéré comme un prisme important, dont la lecture permet de mieux comprendre l'état d'esprit des différents groupes d'électeurs. Dans ce contexte, il convient de considérer l'autoritarisme non pas comme un système de gouvernement, mais plutôt comme une perspective et un ensemble de préférences exprimées par des électeurs qui privilégient l'ordre, le respect de l'autorité et la résistance au changement. Dans le débat public plus large, l'autoritarisme a été décrit comme un « clash » entre « cosmopolites » et « nativistes », entre les visions opposées de « sociétés ouvertes » et « sociétés fermées », ou encore entre ceux qui sont perçus comme les « gagnants » et les « perdants » de la mondialisation.²¹ Cette division ne tient pas tant aux enjeux traditionnels de la redistribution économique et des intérêts de classe (qui ont façonné la politique européenne au cours des dernières décennies) qu'aux rapports entre ceux qui possèdent les qualifications, les compétences et les perspectives nécessaires pour prospérer dans un environnement économiquement et socialement plus libéral et ceux qui en sont dépourvus. Ces deux groupes portent un jugement très différent sur les effets du changement social et sur la manière dont les ressources publiques devraient être redistribuées.²²

Afin de déterminer l'ampleur et la nature de ce clivage, l'enquête s'est intéressée aux attitudes à l'égard de la peine de mort pour classer les personnes sondées au sein de cet échantillon sur le spectre libéral-autoritaire. La recherche a montré une relation prédictive claire entre une tendance autoritaire et le soutien à la peine de mort.²³ Au total, près de 45 % de l'échantillon tombent dans une des deux catégories à l'une ou l'autre des extrémités du spectre : 23 % de l'échantillon sont farouchement opposés à la peine de mort (ils sont identifiés dans ce document de recherche comme des électeurs à « tendance libérale ») et 21,5 % y sont très favorables (ils sont identifiés dans ce document de recherche comme des électeurs à « tendance autoritaire »). Loin d'être une opinion marginale, le point de vue autoritaire semble très répandu en Europe.

²⁰ Au cours des 10 dernières années, une profusion d'études a montré de quelle manière le scepticisme du public à l'égard de l'UE et de l'intégration s'était amplifié au point de devenir un phénomène de grande ampleur, indissociable d'autres questions, notamment l'inquiétude liée à l'immigration et au sentiment de menaces de la diversité croissante sur la nation. Voir également, McLaren, L. M. (2006), *Identity, Interests and Attitudes to European Integration*, Londres : Palgrave Macmillan.

²¹ Kriesi, H., Grande, E., Lachat, R., Dolezal, M., Bornschier, S. and Frey, T. (2006), 'Globalization and the transformation of the national political space: Six European countries compared', *European Journal of Political Research*, 45(6): pp. 921–56, doi: 10.1111/j.1475-6765.2006.00644.x (consulté le 10 mai 2017) ; *The Economist* (2016), "The new political divide", 30 juillet 2016 (anglais uniquement).

²² Ibid.

²³ Voir par exemple Stack, S. (2003), 'Authoritarianism and Support for the Death Penalty: A Multivariate Analysis', *Sociological Focus*, Vol. 36, 2003 – 4ème édition, <http://dx.doi.org/10.1080/00380237.2003.10571228>.

En termes de démographie, ceux qui montrent une tendance plus autoritaire :

- sont plus probablement des personnes de sexe masculin, d'âge moyen, peu instruites, et économiquement actives ;
- ont légèrement plus tendance à vivre en zone rurale, loin des grandes villes, à avoir peu d'amis ou uniquement quelques amis de milieux différents, et à ne parler qu'une seule langue.

Par opposition, ceux qui montrent une tendance plus libérale :

- sont plus probablement des personnes de sexe féminin, plus âgées, titulaires d'un diplôme, issues de petites villes, à la retraite ;
- ont tendance à avoir des amis de milieux différents, être proches des partis centristes ou de gauche, et à parler au moins deux langues.

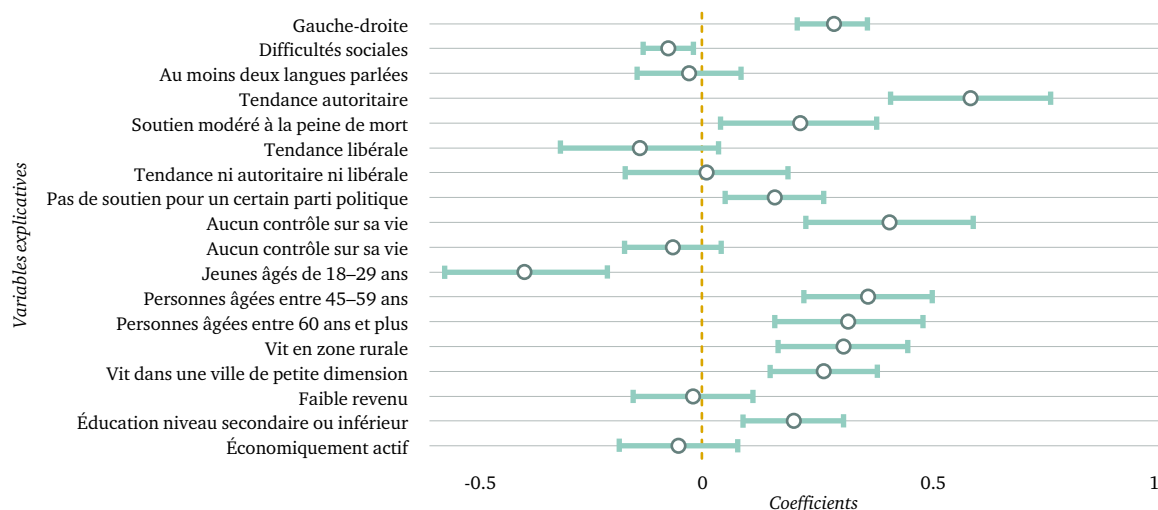
Il n'y a toutefois aucune différence majeure en termes de revenus entre ces deux groupes, un aspect important qui sera à nouveau abordé plus loin dans ce document de recherche.

L'enquête révèle que cette fracture au sein du public sur la question des valeurs influe de manière importante sur les attitudes à l'égard de l'intégration européenne. La Figure 10, obtenue à partir d'une analyse de régression (voir Encadré 2), montre les facteurs clés qui influent sur le fait qu'un individu puisse souhaiter ou non la restitution des pouvoirs de l'UE aux États membres.

Plusieurs facteurs ont une importance manifeste, notamment le fait qu'un individu ait le sentiment de ne pas avoir le contrôle de sa vie ou d'être « abandonné » par les classes politiques, de même que son âge, son niveau d'éducation et sa situation géographique. Néanmoins, aucun de ces facteurs n'explique aussi bien les attitudes négatives à l'égard de l'intégration européenne, que le fait d'avoir une « tendance autoritaire ».

En tenant compte des autres variables, le fait d'avoir des valeurs autoritaires augmente sensiblement la probabilité qu'un individu puisse souhaiter la restitution des pouvoirs de l'UE aux États membres. Être moins instruit est aussi un facteur important, mais comparativement moins important que le fait d'avoir des valeurs autoritaires. En revanche, le niveau de revenus est quasiment sans incidence.

Figure 10 : Principaux facteurs qui déterminent le sentiment anti-européen : le rapatriement des pouvoirs aux États membres



Encadré 2 : L'importance des valeurs dans la naissance du sentiment eurosceptique

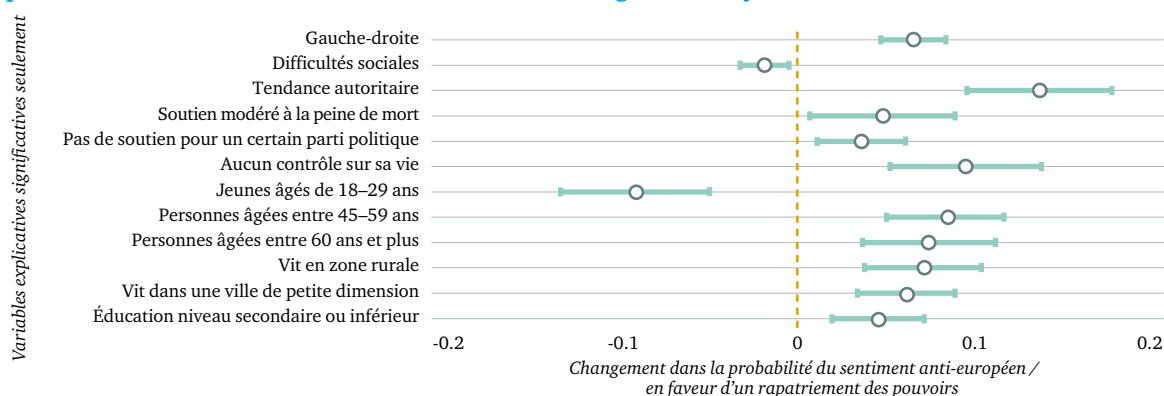
À partir d'une analyse de régression, il est possible d'étudier les principaux facteurs déterminants du sentiment anti-européen. Ce modèle statistique prend en compte toutes les caractéristiques sociales et démographiques standard, tels l'âge, le sexe, le niveau d'éducation, le revenu, le fait qu'un individu soit économiquement actif ou non, et le type de région où il vit (petite ou grande ville / zone rurale). Mais il évalue aussi l'impact de la fracture entre valeurs libérales et autoritaires (présentée plus haut), l'expérience de difficultés sociales, le fait qu'un individu soit polyglotte, le fait qu'il ait ou non un sentiment d'abandon par la société, sa proximité avec les partis politiques et l'endroit où il se situe sur le spectre politique.

Cette analyse est présentée à la Figure 10, qui montre les principaux prédicteurs du souhait ou non d'un individu de voir l'UE rendre une partie de ses pouvoirs aux États membres. Afin d'en simplifier l'interprétation, les résultats sont présentés sous la forme d'un graphique. Celui-ci comporte des points pour les coefficients de variables estimés dans le cadre d'un modèle de régression et des traits horizontaux pour les intervalles de confiance. Le graphique révèle que ceux qui ont une tendance autoritaire, qui s'identifient aux politiques de droite, qui sont laissés pour compte, qui ont le sentiment de ne pas avoir le contrôle de leur vie et qui ne se sentent proches d'aucun parti politique, sont beaucoup plus enclins à souhaiter la restitution des pouvoirs de l'UE aux États membres. D'autres facteurs ont aussi leur importance. Les jeunes sont beaucoup moins susceptibles d'exprimer un sentiment anti-européen, tandis que les individus d'âge moyen et les plus de 60 ans sont plus susceptibles de souhaiter la restitution des pouvoirs, tout comme les citoyens qui vivent dans les zones rurales ou les petites villes. Très important, on note aussi une nette fracture sur le plan de l'éducation. Les citoyens qui ont arrêté leur scolarité à la fin du secondaire, voire avant, sont beaucoup plus susceptibles de souhaiter le rapatriement des pouvoirs au niveau de l'état-nation que ceux qui ont fait des études supérieures.

Afin de faciliter encore l'interprétation de nos résultats, nous évaluons aussi le changement discret dans la probabilité pour chacune des valeurs moyennes sur l'ensemble des valeurs observées (voir Figure 10).²⁴ Même en tenant compte de tous les autres facteurs, les résultats montrent que le fait d'avoir des valeurs autoritaires est en réalité le principal facteur déterminant de sentiment anti-européen en Europe aujourd'hui. En moyenne, le fait d'avoir des valeurs autoritaires augmente de 14 points de pourcentage la probabilité qu'un individu soutienne la restitution des pouvoirs aux États membres, si l'on compare avec ceux qui ont une tendance modérément libérale, c'est-à-dire ceux qui s'opposent (sans toutefois s'opposer fortement) à la peine de mort. Comparativement, on obtient une hausse de 5 points de pourcentage pour ceux qui soutiennent modérément la peine de mort. La hausse de probabilité pour ceux qui se sentent laissés pour compte est de 10 points de pourcentage, tandis que les individus supplémentaires qui se placent à droite du spectre politique entraînent une hausse de la probabilité d'un soutien au rapatriement des pouvoirs de 7 points de pourcentage. Les individus âgés de moins de 30 ans sont 9 % moins susceptibles de partager des sentiments similaires, tandis que pour chaque individu supplémentaire entre 45 et 59 ans ou âgé de 60 ans et plus, la hausse de probabilité d'un soutien au rapatriement des pouvoirs de l'UE est de 7 points de pourcentage par rapport à la tranche d'âge des 30-44 ans. Le fait d'être moins instruit est aussi un facteur important pour déterminer les attitudes vis-à-vis de l'UE, mais, comparativement, il n'est pas aussi important que le fait d'avoir des valeurs autoritaires.

²⁴ Un effet marginal mesure l'effet sur la moyenne conditionnelle de y de tout changement affectant l'un des régresseurs. Dans un modèle linéaire, l'effet marginal est égal au coefficient de pente. Mais dans les modèles non linéaires, ce n'est pas le cas. D'où l'utilisation de plusieurs méthodes pour calculer les effets marginaux. Nous utilisons les effets marginaux moyens (*Average Marginal Effects* ou AME). Pour obtenir l'AME, l'effet marginal est tout d'abord calculé pour chaque individu avec ses niveaux constatés de covariables. On calcule ensuite la moyenne de ces valeurs sur l'ensemble des individus.

Figure 11 : Quels sont les facteurs qui déterminent le soutien pour le rapatriement des pouvoirs au niveau de l'Etat membre ? (effets marginaux moyens)



Comme on peut le constater sur le Tableau 7, ce clivage a un impact sur ce que les individus pensent de l'UE. Il permet de comprendre pourquoi des questions comme l'immigration, l'intégration et la crise des réfugiés ont été poussées au cœur du débat politique et modifient les comportements électoraux d'un bout à l'autre de l'Europe.

- Si, en moyenne, 34 % des citoyens disent avoir bénéficié de l'appartenance à l'UE, ce chiffre grimpe à 47 % chez les « libéraux », contre 25 % seulement parmi le groupe à tendance autoritaire.
- Les citoyens à tendance autoritaire rejettent l'idée même de grandes réalisations de l'UE : interrogés sur celle qui leur paraît la plus importante, ils répondent le plus souvent « aucune ». Ceux qui ont une tendance libérale, en revanche, saluent « la paix sur le continent européen », « la liberté de mouvement » et « la suppression des frontières nationales ».
- Le groupe à tendance autoritaire considère que l'immigration de masse et la crise des réfugiés sont les plus grands échecs de l'Union ; pour ceux qui ont des valeurs libérales, c'est la bureaucratie excessive qui est notée comme un des échecs principaux. Les libéraux sont aussi deux fois plus susceptibles de considérer l'austérité et le manque de démocratie comme les principaux échecs de l'UE.
- Les électeurs à tendance autoritaire sont nettement plus susceptibles que les « libéraux » de rejeter l'idée qu'il existe des valeurs européennes communes ou que les hommes politiques se préoccupent de ce que pensent les gens comme eux. Ils sont aussi plus enclins à dire que d'autres États membres quitteront l'UE dans les 10 prochaines années, et de rejeter
- Interrogés sur ce qu'ils pensent de l'UE, les citoyens à tendance autoritaire sont beaucoup plus susceptibles de répondre qu'ils se sentent effrayés, mal à l'aise, pessimistes, en colère et dégoûtés. Les « libéraux », en revanche, sont plus susceptibles de se dire impliqués, heureux, confiants, fiers, positifs et optimistes.
- En matière d'identité et d'attitudes à l'égard de la diversité, les clivages sont particulièrement marqués. Les « autoritaires » sont considérablement plus enclins à dire que l'immigration n'a pas été bonne pour leur pays, qu'elle n'a pas enrichi la vie culturelle, qu'elle a accentué la criminalité et quelle représente un fardeau pour le système social.
- Ils sont aussi plus susceptibles d'exprimer des opinions négatives sur l'Islam, notamment de dire que le mode de vie européen et celui des Musulmans sont incompatibles, que le vêtement islamique qui couvre le visage devrait être interdit et que toute migration supplémentaire provenant de pays musulmans devrait être arrêtée. Sur la plupart de ces questions, plus de 70 % de ce groupe sont d'accord avec ces propositions.

Tableau 7 : Comparaison entre les groupes à tendance libérale et autoritaire (% de personnes d'accord avec les affirmations proposées, sauf indication contraire)

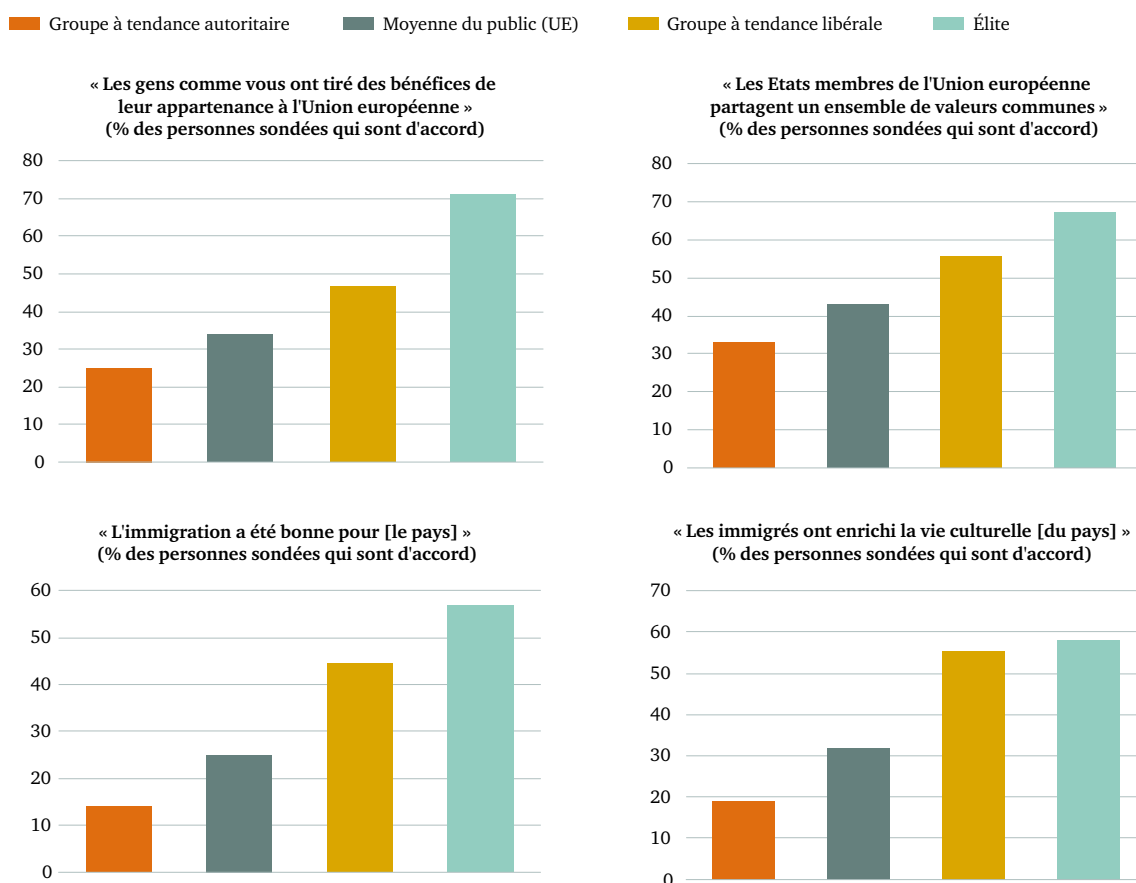
	Groupe à tendance autoritaire	Groupe à tendance libérale	Moyenne de l'UE
Perception générale de l'UE			
Les gens comme moi ont bénéficié de l'appartenance à l'UE	25	47	34
Au cours des 10 prochaines années, d'autres États membres décideront de quitter l'Union européenne	69	51	55
Intégration européenne			
L'Union européenne devrait rendre une partie de ses pouvoirs aux États membres	61	39	48
Opposé(e) à l'adhésion de la Turquie	74	62	62
Solidarité européenne			
Il existe un ensemble de valeurs communes (pas d'accord)	31	19	21
Crise des réfugiés			
Chaque État membre de l'Union européenne devrait avoir à accueillir un nombre de réfugiés proportionnel à la taille de sa population	29	73	49
Chaque État membre de l'Union européenne devrait pouvoir décider quelle proportion de réfugiés à accueillir	24	18	27
Aucun État membre de l'Union européenne ne devrait avoir l'obligation d'accueillir des réfugiés	47	9	24
Identité, immigration et réfugiés			
L'immigration n'a pas été bonne pour mon pays	69	25	44
Les immigrés ont pris les emplois de ceux qui sont nés dans mon pays	49	11	28
L'immigration n'a pas enrichi ma culture nationale	63	21	39
L'immigration a accentué la criminalité	74	31	51
L'immigration est un fardeau pour le système social	78	36	55
Le mode de vie européen et celui des Musulmans sont incompatibles	75	38	55
Le vêtement islamique qui couvre le visage devrait être interdit	86	68	73
Toute migration supplémentaire provenant de pays musulmans devrait être arrêtée	84	33	56
Engagement démocratique			
L'UE n'est pas démocratique	39	22	25
Les hommes politiques se préoccupent de ce que pensent les gens comme vous (pas d'accord)	83	74	74

Remarque : Données pondérées par la population

Comme on peut le voir à la figure 12, le groupe « libéral » est souvent plus proche de l'élite que le groupe « autoritaire », bien que, sur de nombreux points, l'élite demeure nettement plus cosmopolite et pro-européenne. Ces graphiques révèlent aussi l'abîme entre les électeurs à tendance autoritaire et les élites. Ce constat explique en partie l'attrait permanent des parties de la droite radicale, en France, aux Pays-Bas, en Suède ou en Hongrie, lesquels enrobent leurs politiques économiques et sociales dans un discours autoritaire (avec, par exemple, des mots très durs sur la criminalité et une stigmatisation des minorités) auquel ils associent une rhétorique populiste sur l'élite corrompue qui agit contre les intérêts du peuple.

La fracture politique entre groupes « autoritaire » et « libéral » pousse l'Europe dans des directions diamétralement opposées. Les résultats de l'enquête démontrent que les enjeux politiques auxquels est confrontée l'UE (notamment l'attrait des leaders et des partis populistes et autoritaires) ne sont pas près de disparaître du paysage, même avec une croissance économique retrouvée et soutenue.

Figure 12 : Comparaison entre les groupes à tendance autoritaire, à tendance libérale, et l'élite



5. L'élite européenne : Unité et Division sur l'Avenir de l'UE

Cette enquête sur un échantillon de plus de 1 800 membres de l'élite européenne (représentants des gouvernements, du monde des affaires, des médias et de la société civile) offre un regard nouveau sur les pensées de ces élites. L'une des critiques les plus fréquemment formulées à l'encontre de l'UE est le côté élitiste du projet européen. L'intégration est souvent décrite comme un processus dirigé par une classe politique composée d'europhiles tous convaincus (et de manière très homogène). Les élites politiques sont considérées comme étant instinctivement pro-européennes, motivées par un intérêt national ou par propre intérêt personnel.²⁵ Par conséquent, comprendre les différences (s'il y en a) au sein de cette élite est un objectif important, avec des implications politiques manifestes.

Comme indiqué plus haut dans ce document de recherche, en règle générale, les membres de l'élite ont tendance à afficher une attitude plus positive que ceux du public à l'égard de nombreux aspects de l'UE. Toutefois, l'élite reste divisée sur des sujets importants, qui sont abordés plus en détail dans ce chapitre.

Les menaces

L'échantillon représentant l'élite a été interrogé sur ce qu'il estime être les principales menaces pesant sur l'UE, parmi une liste d'enjeux politiques, économiques ou de politique étrangère (voir Tableau 8). La réponse qui arrive largement en tête de la liste des menaces est « les partis populistes et anti-européens ».

Le plus surprenant est que les inquiétudes majeures de l'élite portent sur les dangers qui menacent l'intégrité de l'UE (les partis anti-européens) ou sa cohésion (les divisions entre États membres). Peut-être est-ce une question de calendrier ? L'enquête a eu lieu au lendemain du vote sur le Brexit et des très bons résultats enregistrés par le Parti de la Liberté aux élections présidentielles autrichiennes, mais aussi à la veille des élections néerlandaises et françaises où l'on attendait des scores importants pour les partis nationalistes populistes.

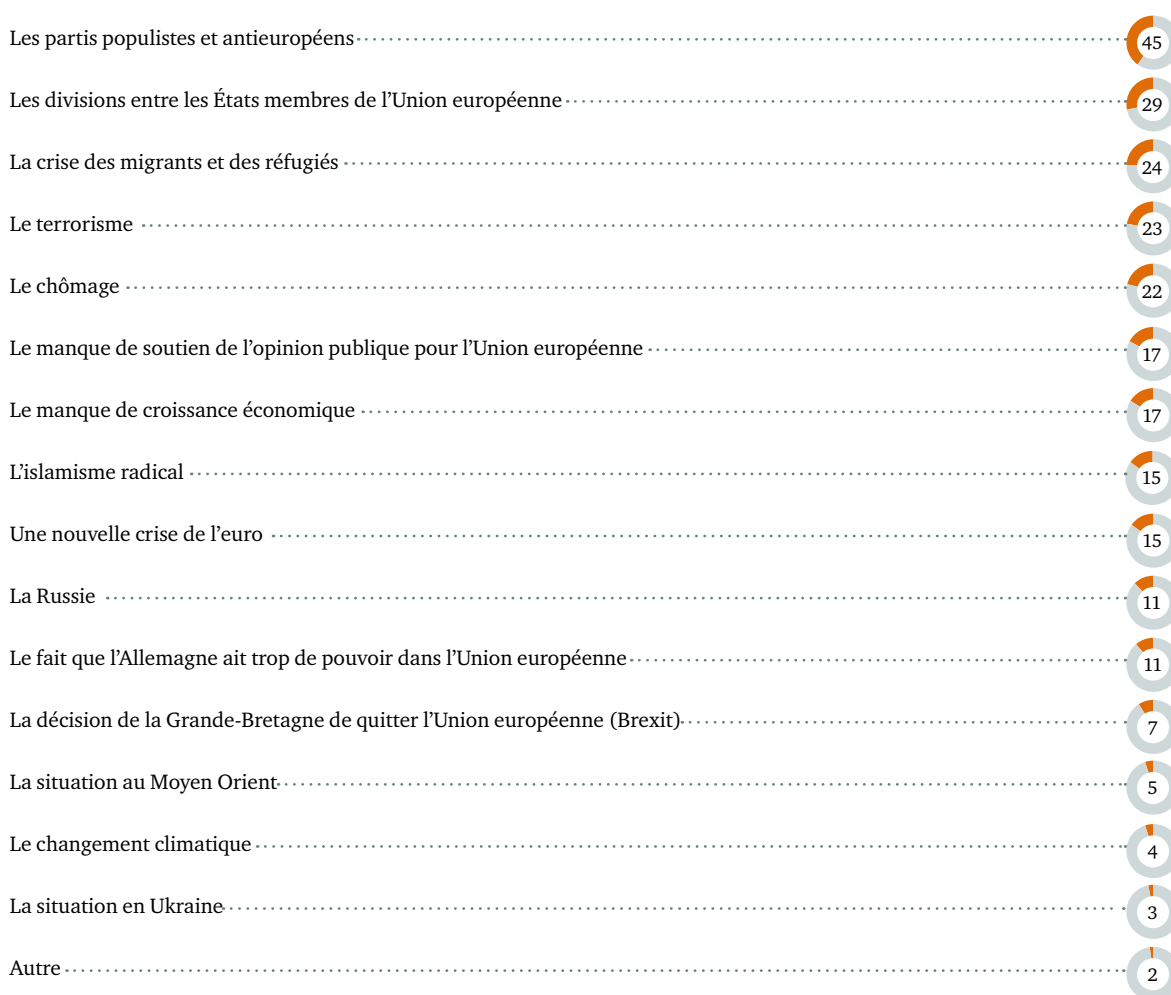
Malgré le choc et la dimension symbolique du Brexit, il dénote par son faible score : moins d'une personne sur 10 parmi l'élite considère le Brexit comme une menace majeure pour l'UE.

Il est intéressant de noter que les risques économiques arrivent assez bas dans le classement. Relativement peu de personnes sondées parmi l'élite expriment la crainte d'une nouvelle crise de la monnaie unique. Ce résultat suggère un degré de confiance économique parmi l'élite, qui coïncide avec le flot actuel de nouvelles relativement bonnes concernant la zone euro et l'économie européenne dans son ensemble. Malgré le choc et la dimension symbolique du Brexit, il dénote par son faible

²⁵ Best, Lengyel et Verzichelli (eds) (2012), *The Europe of Elites*.

score : moins d'une personne sur 10 parmi l'élite considère le Brexit comme une menace majeure pour l'UE. Et malgré un contexte international extrêmement difficile pour l'UE, certains aspects, comme les situations en Ukraine et au Moyen-Orient, ou même le changement climatique, terminent au bas du classement.

Tableau 8 : Attitudes des élites : les menaces les plus importantes pour l'UE
(% des personnes sondées)



Cependant, il existe une différence importante dans la manière dont les menaces sont perçues par les sous-groupes de l'échantillon des élites : les personnes sondées dans le monde des affaires sont moins susceptibles que la moyenne d'éprouver une inquiétude à l'égard des partis populistes et plus enclines à redouter le terrorisme. Au-delà de ce constat, on note peu de divergences parmi les sous-groupes (voir Encadré 3). Les résultats de l'enquête pointent du doigt une inquiétude à l'égard de l'UE elle-même et un manque de confiance en son avenir.

Encadré 3 : Différences au sein de l'élite

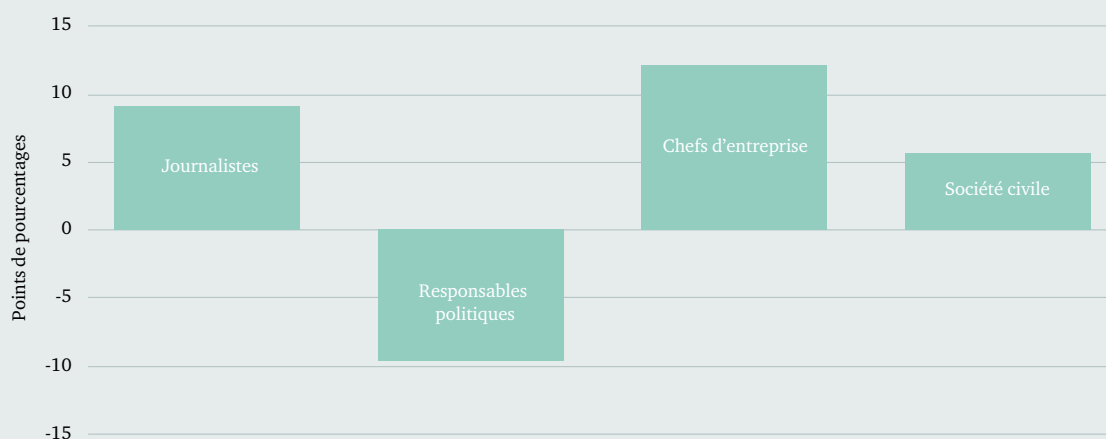
L'échantillon de membres de l'élite se compose de quatre sous-groupes : responsables politiques, journalistes, chefs d'entreprise et dirigeants de la société civile. Sur bien des sujets, ils expriment des points de vue largement similaires, avec toutefois quelques exceptions où les opinions des chefs d'entreprise se rapprochent légèrement de celles du public. Ainsi, les chefs d'entreprise sont non seulement les moins enclins à dire que l'UE devrait avoir plus de pouvoirs, mais aussi le seul sous-groupe où une majorité relative ne s'exprime pas en faveur d'une restitution des pouvoirs de l'UE (voir Tableau 9). Le soutien en faveur de la création des États Unis d'Europe, toutefois, est uniforme sur l'ensemble des sous-groupes.

Tableau 9 : Attitudes à l'égard de l'intégration au sein de l'élite

	Société civile	Chefs d'entreprise	Responsables politiques	Journalistes
L'Union européenne devrait avoir plus de pouvoirs	37 %	31 %	43 %	36 %
L'Union européenne ne devrait avoir ni plus ni moins de pouvoirs	28 %	28 %	23 %	32 %
L'Union européenne devrait rendre une partie de ses pouvoirs aux États membres	28 %	36 %	30 %	27 %

L'enquête met en lumière d'autres divergences significatives. Tandis qu'une majorité des membres de chaque sous-groupe reconnaît avoir profité de l'appartenance à l'UE, ce chiffre est plus faible chez les chefs d'entreprise (64 %) et il est le plus élevé chez les responsables politiques (75 %). De même, on note dans les quatre sous-groupes un soutien massif en faveur d'une redistribution budgétaire entre les États membres, défendue par 81 % des responsables politiques, 80 % des journalistes, 79 % des dirigeants de la société civile et 68 % des chefs d'entreprise. Ces derniers sont aussi les moins enclins à soutenir l'idée de quotas de réfugiés ou à considérer la paix comme la plus grande réalisation de l'UE. Les journalistes sont plus susceptibles de penser que le Brexit a affaibli l'UE (80 %, contre 68 % des chefs d'entreprise). Les responsables politiques sont les moins enclins à penser qu'un autre État quittera l'UE dans les 10 prochaines années (voir Figure 13). Les dirigeants de la société civile se prononcent nettement plus en faveur de l'élargissement et sont le seul groupe à soutenir à une majorité relative l'adhésion de la Turquie à l'UE. On observe également des différences d'attitude importantes à l'égard de la démocratie au niveau national, avec des dirigeants de la société civile nettement moins enclins que les responsables politiques ou les journalistes à considérer leur pays comme démocratique.

Figure 13 : Attitudes au sein de l'élite – « Au cours des 10 prochaines années, d'autres États membres décideront de quitter l'Union européenne » (Pourcentages nets : ceux qui sont d'accord moins ceux qui ne sont pas d'accord)



L'intégration européenne

Comme indiqué au Chapitre 3, l'élite européenne est divisée sur la question de savoir si l'Europe doit être dotée de plus de pouvoirs ou être plus fédérale. Lorsqu'elle est interrogée sur la pertinence d'une intégration renforcée de la zone euro à long terme, l'élite se prononce toutefois majoritairement pour (71 %), tandis que seulement 13 % rejette l'idée.

Interrogée sur les autres domaines importants qui, selon elle, bénéficieraient d'une intégration plus poussée, l'élite a donné les réponses suivantes (par ordre décroissant) : la sécurité et la défense, la politique économique, la politique sociale, et l'énergie et le changement climatique. Notons que si les élites considèrent les difficultés politiques internes comme les principales menaces qui pèsent sur l'UE, elles n'en considèrent pas moins que le bénéfice le plus significatif serait une réponse collective aux enjeux liés à la sécurité extérieure. Cela traduit peut-être la conviction que l'intégration est politiquement plus simple dans le domaine de la sécurité et de la défense ou bien que les solutions aux problèmes de cohésion interne de l'UE ne dépendent pas nécessairement uniquement d'une intégration plus poussée. Le fait que la politique économique figure en bonne position dans cette liste est reflète le soutien exprimé par l'élite en faveur d'une intégration renforcée entre les membres de la zone euro.

Les politiques d'austérité économique de la zone euro continuent de semer la discorde dans les rangs de l'UE, comme en témoignent les résultats de l'enquête (voir Tableau 10). Seuls 28 % de l'élite estiment que l'austérité a apporté une réponse efficace aux problèmes financiers dans la zone euro, tandis que 54 % réproouvent cette idée. Même parmi les chefs d'entreprise (le groupe le plus enclin à reconnaître l'austérité comme une politique économique efficace), une large proportion réfute encore ce point de vue. Il semblerait, par conséquent, qu'une part importante de l'élite soit disposée à soutenir une autre voie que l'austérité budgétaire.

Tableau 10 : Attitudes de l'élite vis-à-vis de l'économie (% des personnes sondées)

	Élite
<i>Austérité et zone euro</i>	
L'austérité a été une politique économique efficace pour la zone euro	28
L'austérité n'a pas été une politique économique efficace pour la zone euro	54
Neutre – pas d'opinion sur l'austérité	14
<i>Intégration de la zone euro à plus long terme</i>	
À long terme, la zone euro devrait être beaucoup plus intégrée qu'elle ne l'est aujourd'hui	71
À long terme, la zone euro ne devrait pas être beaucoup plus intégrée qu'elle ne l'est aujourd'hui	13
Neutre – ne partage aucune de ces deux opinions	13

La crise des réfugiés occupe clairement une place importante dans les esprits de l'élite. Cette dernière est toutefois partagée sur la manière d'y répondre.

- Interrogée sur la décision de la Chancelière Angela Merkel d'ouvrir les frontières de l'Allemagne aux réfugiés, une majorité (59 %) estime que cette décision était la bonne, tandis que 30 % considèrent cette décision comme une erreur.
- L'élite est plus uniformément partagée sur les avantages de l'accord entre l'Union européenne et la Turquie sur la crise de réfugiés. Si 38 % estiment qu'il a été bénéfique à l'UE, 40 % ne sont pas d'accord. Cela pourrait expliquer en partie pourquoi il n'y a eu aucune avancée majeure dans la crise des réfugiés. Ce sujet va clairement rester au cœur du débat politique européen pendant un certain temps.

Tableau 11 : Opinions de l'élite sur la crise des réfugiés (% des personnes sondées)

	Élite
<i>La décision de la Chancelière Angela Merkel concernant les réfugiés</i>	
Elle a eu raison d'ouvrir les frontières de l'Allemagne aux migrants	59
Elle a eu tort d'ouvrir les frontières de l'Allemagne aux migrants	30
Neutre – ne partage aucune de ces deux opinions	9
<i>Sentiments de l'élite à l'égard des réfugiés/demandeurs d'asile</i>	
Très positifs	14
Plutôt positifs	37
Plutôt négatifs	11
Très négatifs	3
Neutres – ni positifs, ni négatifs	33
<i>Accord entre l'Union européenne et la Turquie sur la crise de réfugiés</i>	
A été positif pour l'UE	38
A été négatif pour l'UE	40
Neutre – ne partage aucune de ces deux opinions	17

Malgré l'impression d'une élite indiscutablement favorable à un renforcement de l'intégration européenne, l'enquête montre que tous ses membres ne sont pas des fédéralistes convaincus que la caricature européenne nous livre parfois. Dans l'ensemble, ils sont divisés sur certains sujets clés relatifs à la voie que l'UE devrait emprunter. Par exemple, ils n'expriment pas de soutien massif en faveur d'un élargissement rapide des pouvoirs de l'UE ou du projet d'États-Unis d'Europe dotés d'un gouvernement central. Ils sont divisés sur les avantages de l'accord entre l'Union européenne et la Turquie sur la crise de réfugiés, le fait que l'élargissement de l'Union soit allé trop loin et l'offre d'adhésion de la Turquie. Ils se rejoignent toutefois largement sur des sujets clés qui influenceront fortement l'avenir de l'UE. Ils disent vouloir renforcer l'intégration au sein de la zone euro ; ils soutiennent massivement les deux enjeux majeurs que sont la solidarité européenne et la redistribution économique ; et ils s'accordent à dire que l'UE ne doit pas transiger sur ses principes fondamentaux lorsqu'elle négocie le Brexit avec le RU. Ils sont d'accord sur les domaines à réformer, partagent la même frustration sur le niveau de réglementation en Europe, et s'inquiètent du manque de cohésion entre les États membres et de la gestion de la crise des réfugiés. Enfin, ils expriment clairement des doutes quant à l'efficacité de l'austérité budgétaire.

6. L'Impact des Attitudes du Public et de l'Elite sur l'Avenir de l'UE

L'analyse des attitudes du public et de l'élite dans l'UE aux chapitres précédents a révélé des divisions sur trois axes : une dynamique complexe entre les attitudes du public et de l'élite (caractérisée par un mélange de similitudes et de disparités) ; entre les différentes valeurs prônées par différentes parties du public ; et enfin l'absence de consensus parmi les membres de l'élite sur l'orientation de l'intégration européenne. Ce chapitre étudie la signification de ces divisions pour l'agenda européen en calquant les réponses de cette enquête sur l'agenda récemment présenté par la Commission européenne.

Les scénarios de Jean-Claude Juncker

Pour marquer le 60ème anniversaire de la création de l'Union européenne, la Commission européenne a publié un *Livre blanc sur l'avenir de l'Europe*.²⁶ Ce livre blanc contient cinq scénarios exposant les différentes voies de développement que l'UE pourrait emprunter au cours des dix prochaines années, et présente les conséquences politiques de chacun.

La décision de la Commission de publier une série de scénarios, plutôt qu'une feuille de route ou un programme, reflète à bien des égards les tendances révélées par l'enquête. Si les divergences d'attitudes entre l'élite et le public en matière d'intégration et les niveaux élevés d'euro-scepticisme ne sont pas chose nouvelle, l'approche choisie par la Commission démontre bien l'absence de consensus sur l'intégration européenne.

La Commission propose cinq scénarios pour l'avenir de l'UE, mais toutes les voies possibles de développement ne sont pas envisagées. Ces scénarios n'incluent pas d'alternatives radicales au cadre de traité actuel ni n'expliquent comment ils pourraient se produire. Et, bien que le ton se veuille neutre, il est clair également que la Commission envisage certaines options d'un œil plus favorable. Malgré ces failles, ces scénarios demeurent un précieux point de départ pour envisager l'avenir de l'UE et offrent un cadre utile pour tenter de définir laquelle de ces visions remportera la plus grande adhésion parmi le public et l'élite.

Scénario 1 : S'inscrire dans la continuité

Dans le cadre de ce scénario, l'UE poursuit sur sa lancée. Elle tâche à mettre en œuvre et améliorer son programme actuel de réformes, à consolider progressivement la zone euro, à renforcer le marché unique dans les secteurs de l'énergie et du numérique, à améliorer la gestion de ses frontières extérieures, ainsi qu'à réaliser quelques avancées modestes pour s'exprimer d'une seule voix sur les questions de politique étrangère et mettre en place une coopération plus étroite dans la défense. Les divisions entre États membres continuent d'entraver la cohérence de l'approche de l'UE, notamment en matière de gestion de crises.

²⁶ Commission européenne (2017), *Livre blanc sur l'avenir de l'Europe : réflexions et scénarios pour l'UE à 27 à l'horizon 2025*, https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/livre_blanc_sur_lavenir_de_leurope_fr.pdf (consulté le 13 mai 2017).

Mais ce scénario pourrait être qualifié de « flou ». Aucune avancée majeure, et aucun ajustement de l'équilibre des pouvoirs entre l'UE et les États membres. La réforme de la gouvernance de la zone euro est progressive et réactionnelle. Et, du point de vue de la Commission, l'UE ne dispose toujours pas des outils et leviers nécessaires pour relever les défis auxquels elle est confrontée.

Pour certains, ce scénario incarne une volonté de défendre les acquis de l'intégration européenne, notamment en l'absence d'une base politique sur laquelle progresser à ce stade. Toutefois, compte tenu des difficultés rencontrées par l'UE et du niveau actuel de mécontentement public relevé dans cette enquête, une réponse offrant peu de changements risque de ne pas suffire.

Une part importante du public ne se satisfait manifestement pas du statu quo. Moins d'un tiers du public ou de l'élite (28 % dans chaque groupe) dit vouloir maintenir l'équilibre actuel des pouvoirs. Aucune majorité relative dans aucun pays ne soutient cette position. Il est intéressant également de noter l'expression des émotions qui trahissent l'inquiétude concernant l'avenir : parmi le public, 34 % disent principalement se sentir effrayés, être mal à l'aise ou pessimistes à l'égard de l'UE. Les jeunes électeurs (18-24 ans) sont le seul groupe où une large proportion soutient le maintien des pouvoirs actuels au niveau de l'UE. Cela reste néanmoins une opinion minoritaire. Il est peu probable que le statu quo soit l'approche idéale pour remédier à ce manque de confiance dans l'avenir.

Scénario 2 : Rien d'autre que le marché unique

Dans ce scénario, l'UE se recentre progressivement sur le marché unique. Cela suppose qu'à l'avenir, les États membres ne peuvent – ou ne souhaitent – pas collaborer davantage dans des domaines tels que la migration, la sécurité ou la politique étrangère, et qu'ils choisissent d'approfondir certains aspects essentiels du marché unique et de réduire la charge réglementaire au sein de l'UE. Dans ce scénario, la coopération dans des domaines autres que le marché unique se joue alors essentiellement sur un axe bilatéral. Parce que la coopération sur la migration est plus limitée ici que dans d'autres scénarios, la Commission s'attend à des contrôles plus systématiques aux frontières intérieures.

Le scénario ne le dit pas explicitement, mais cette option se traduira par des pouvoirs – ou un exercice des pouvoirs – plus limité(s) qu'aujourd'hui. Ce scénario serait conforme à l'opinion de 48 % du public et de 31 % de l'élite, qui souhaitent réduire l'étendue des pouvoirs de l'UE. Parmi le public, ceux qui sont les plus enclins à souhaiter que l'UE rende une partie de ses pouvoirs aux États membres sont en général plus âgés et moins instruits ; ces groupes pourraient être les plus favorables à cette approche. Ce scénario est celui qui a le plus de chance de séduire le groupe « à tendance autoritaire » de l'enquête.

Comme l'explique le livre blanc de la Commission européenne, ce scénario impliquerait aussi de réduire les charges réglementaires. Malgré les efforts de la Commission et l'engagement d'une « meilleure réglementation », l'UE continue d'être perçue par beaucoup comme excessivement bureaucratique. Parmi les sous-groupes qui composent l'élite, la bureaucratie et la réglementation excessive sont désignées comme le principal échec de l'UE. Au sein du public, les personnes sondées ont plus tendance à associer l'UE à la notion de bureaucratie. Par conséquent, l'effort qui consisterait à réduire cet excès de bureaucratie aurait la faveur à la fois du public et de l'élite. Toutefois, compte tenu de la nature du marché unique (un projet ayant pour finalité une harmonisation de la réglementation), ce scénario continuerait inévitablement d'impliquer des règles communes à tous les États membres dans un large éventail de domaines.

Ce scénario présente un autre attrait : il admet qu'une UE recentrée sur le marché unique serait plus simple et, pour reprendre l'expression de la Commission, « plus simple à comprendre ». Parmi les membres du public, il existe une corrélation positive et non négligeable entre ceux qui disent bien comprendre le fonctionnement de l'UE et ceux qui disent en avoir bénéficié. Par conséquent, une Europe simplifiée, donc plus compréhensible, permettrait peut-être à ses citoyens de l'appréhender de façon plus positive. Toutefois, cet effort de simplification du fonctionnement de l'UE pourrait aussi s'inscrire dans le cadre d'autres approches préconisées dans le livre blanc.

Scénario 3 : Ceux qui veulent plus font plus

Ce scénario pourrait aussi être baptisé « L'Europe à plusieurs vitesses » où certains États pourraient souhaiter collaborer davantage dans certains domaines politiques, et d'autres pourraient maintenir le cadre actuel. Une collaboration plus approfondie est mise en place dans un domaine précis entre les États membres qui le souhaitent, plutôt qu'imposée à tous les États membres. La Commission européenne suggère la défense, la sécurité et la justice, ainsi que la fiscalité et les affaires sociales comme domaines dans lesquels des « coalitions de pays volontaires » pourraient émerger.

Cette vision semble coïncider avec certaines attitudes révélées par l'enquête, notamment au sein de l'élite. Une très nette majorité de l'élite (71 %) pense que la zone euro devrait être « beaucoup plus intégrée ». Compte tenu du nombre d'États membres toujours extérieurs à la zone euro et de la probabilité raisonnable que certains n'y adhèrent que dans un avenir lointain (voire même jamais), une intégration renforcée de la zone euro serait probablement la première cause de l'émergence d'une Europe à plusieurs vitesses. Cela reflète aussi ce que de nombreux analystes et dirigeants européens s'accordent à dire, à savoir que certaines des défaillances structurelles dans la création de la monnaie unique sont dues au fait que la zone euro n'est que partiellement intégrée. De même, les domaines identifiés par l'élite comme étant ceux où l'UE a le plus à offrir à l'avenir (défense, économie et affaires sociales) sont aussi ceux sur lesquels ce scénario met l'accent.

La flexibilité d'une UE à plusieurs vitesses permettrait à toute nouvelle intégration de mieux refléter les divergences parmi les membres du public des différents États membres. Par le passé, l'intégration différenciée n'a été possible que parce que certains pays ont farouchement défendu leur « droit de refus » après des révisions de traité ; en d'autres mots, des accords spéciaux pour certains pays ayant démontré leur intransigeance politique et leur volonté de ne faire aucun compromis sur leur exceptionnalisme national. En effet, la crainte d'une marche irréversible vers plus d'intégration a largement contribué à l'euroscpticisme britannique, notamment au sein du 'Conservative Party', le parti de droite ; c'est la raison pour laquelle le premier ministre David Cameron, dans la renégociation qui a précédé le référendum, a cherché à clarifier la volonté du RU d'être exempté de l'engagement de construire une « union toujours plus étroite ». Par conséquent, une UE à même de mettre en pratique de manière plus structurelle les notions de flexibilité et de différenciation est moins susceptible d'aller à contre-courant de l'opinion publique.

Toutefois, la faiblesse de ce scénario part du principe que le désir d'intégration renforcée varie essentiellement entre les pays, et non entre des groupes d'électeurs d'un pays ou de plusieurs pays. Cette approche pourrait fonctionner pour les questions qui divisent profondément les gouvernements des États membres, comme la crise des réfugiés ; mais ce type d'intégration différenciée ne résoudrait pas le problème des divisions entre les différents groupes d'électeurs, ni entre les électeurs et les élites (tel que décrit précédemment), qui transcendent les frontières nationales.

Scénario 4 : Faire moins mais de manière plus efficace

Dans ce scénario, l'UE concentre son attention et ses ressources sur un nombre plus limité de domaines d'action (notamment la migration, le commerce, la sécurité et la défense) tout en réduisant (voire en mettant définitivement fin à) ses interventions dans d'autres secteurs. Autrement dit, l'UE fait à la fois plus et moins. Cette approche implique une coopération plus étroite et plus efficace dans les domaines choisis. Pour ce faire, l'UE est dotée de nouveaux instruments politiques et réglementaires et d'un pouvoir d'exécution renforcé, tandis que son rôle est plus limité dans d'autres secteurs. Si le livre blanc reste flou sur les détails, il présente la politique régionale, certains aspects des politiques sociales, de l'emploi et de santé publique (où les pouvoirs de l'UE sont de toute façon relativement limités) comme des domaines où l'activité pourrait être réduite.

C'est le plus innovant des scénarios, dans la mesure où il s'éloigne des approches conventionnelles ou radicales entre « plus » ou « moins » d'Europe. Il conserve la possibilité d'une coopération approfondie dans certains domaines que l'élite de cette enquête appelle de ses vœux, comme une zone euro renforcée. Dans ce scénario, l'intégration plus poussée serait également possible dans certaines politiques comme la migration, où le système de quotas est souvent plébiscité par le public. Mais il permettrait aussi à l'UE de rendre aux États membres des pouvoirs dans d'autres domaines, conformément à l'opinion publique. En adoptant une approche de l'intégration plus sectorielle, plutôt qu'une approche par État comme elle est préconisée dans le scénario 3, l'intégration de l'UE aurait davantage de chance de refléter la diversité des préférences du public.

C'est le plus innovant des scénarios, dans la mesure où cette approche d'intégration plus sectorielle s'éloigne des approches conventionnelles ou radicales entre « plus » ou « moins » d'Europe. Il conserve la possibilité d'une coopération approfondie dans certains domaines que l'élite de cette enquête appelle de ses vœux, comme une zone euro renforcée.

À la lecture du livre blanc, on sent très bien que la Commission européenne a conscience du fait que l'un des principaux facteurs de mécontentement vis-à-vis de l'UE est le fossé entre attentes excessives du public et des élites et résultats limités. Un développement de l'Union conforme à ce quatrième scénario limiterait la position fragile de l'UE dans des domaines d'action clé où les attentes sont fortes, mais les compétences politiques limitées. Un compromis politique plus large « du plus et du moins », dans lequel la nécessité de renforcer la coopération dans certains secteurs est contrebalancée par une réduction visible du rôle de l'UE dans d'autres domaines, semblerait plus conciliable avec plusieurs courants d'opinion identifiés parmi le public et l'élite.

Cette approche impliquerait encore et toujours des compromis difficiles pour satisfaire les priorités et les intérêts des différents groupes. La politique régionale, par exemple, est l'un des secteurs où la Commission préconise de limiter les interventions, alors que les fonds structurels et de cohésion constituent très clairement une priorité pour les États membres d'Europe centrale et orientale. Pourtant, s'il était possible de convaincre de sa capacité à renforcer l'UE et les États membres, cette vision est celle qui aurait le plus de chance de rencontrer la faveur de l'opinion publique.

Scénario 5 : Faire beaucoup plus ensemble

Dans ce scénario, les États membres décident de mettre en commun davantage de pouvoirs et de ressources dans tous les secteurs, et la coopération entre l'ensemble des États membres est poussée à des niveaux sans précédent. Ainsi, le rôle de l'UE en matière de fiscalité et d'affaires sociales est étendu, non seulement pour les membres de la monnaie commune, mais aussi pour tous les pays qui ont décidé d'y entrer (soit, depuis le départ du RU, tous les pays à l'exception du Danemark). C'est le scénario fédéraliste par excellence, qui voit s'accélérer la dynamique vers plus d'union politique.

Les personnes sondées dans les deux échantillons ont été invitées à exprimer leur accord ou leur désaccord avec l'idée selon laquelle « l'Union européenne devrait devenir des États-Unis d'Europe avec un gouvernement central ». Parmi les membres du public, 41 % ne sont pas d'accord avec cette affirmation (21 % pas du tout d'accord), 30 % sont d'accord (10 % tout à fait d'accord) et 28 % sont neutres. Bien qu'une large proportion s'oppose à cette idée, le fait qu'un tiers du public la soutienne prouve que la perspective d'une véritable République européenne fait encore des émules, malgré toutes les difficultés auxquelles est confrontée l'UE et le sentiment négatif général au sein du public. L'élite est en revanche partagée sur cette idée : 40 % y sont favorables, 47 % défavorables. Comme pour le public, les membres de l'élite qui ne sont pas du tout d'accord avec cette idée (25 %) sont plus nombreux que ceux qui sont tout à fait d'accord (16 %).

Quelle suite pour l'Europe ?

Depuis maintenant près d'une décennie, l'UE vit au rythme des crises et des défis. À l'heure où ses dirigeants débattent de l'avenir post-Brexit, ses institutions peinent à donner une image d'efficacité et de légitimité au peuple européen. Les États membres doivent faire face à différents niveaux d'inégalité (richesse, croissance, compétitivité et revenus), à l'héritage de la zone euro et la crise des réfugiés qui divise. Comme le montre clairement ce document de recherche, ces problèmes ne pourront être durablement résolus qu'en tenant compte de l'opinion du public et de l'élite.

Nous l'avons dit précédemment, les résultats de l'enquête montrent que les pressions qui s'exercent sur l'UE ont trois origines différentes : une fracture entre l'élite et le public, un public divisé sur les valeurs et une élite partagée sur les questions qui sont fondamentales au débat sur l'avenir de l'Europe.

Dans le tumulte des divisions, les dirigeants de l'UE s'efforcent de maintenir le cap. Les manifestations d'unité face au Brexit et les chiffres de la croissance économique plus encourageants de 2017 ont contribué à apaiser les tensions. Les succès électoraux de personnalités qui soutenaient un agenda pro-européen en Autriche, en France et aux Pays-Bas cette année ont aussi offert à l'Union une plus grande marge de manœuvre ; les pressions sur l'euro s'amenuisent, tout comme les flux de migrants et de réfugiés en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, du moins pour l'instant. Il semble que l'UE puisse commencer à envisager son avenir à long terme et une nouvelle identité post-Brexit. Le renouveau politique peut enfin prendre le pas sur la gestion de crise. Mais l'UE devra pour cela régler la question de sa légitimité politique.

L'UE n'a peut-être pas la légitimité intrinsèque d'un état-nation, mais elle s'efforce depuis toujours d'obtenir une légitimité par deux moyens. Premièrement, l'UE puise une légitimité politique dans ce que l'intégration européenne offre aux citoyens en termes de droits et de bénéfices, ce que l'on appelle aussi la légitimité « sortante ». Deuxièmement, elle tire une légitimité politique de la

possibilité offerte aux citoyens européens de jouer un rôle plus actif dans le processus décisionnel, en leur garantissant davantage de démocratie, de transparence et de responsabilité, ce que l'on appelle la légitimité « entrante ».

Ces deux approches paraissent aujourd'hui fragiles. Les crises récentes (celle de l'euro notamment) ont plombé la santé économique de vastes régions du Sud de l'Europe et créé une divergence, plutôt qu'une convergence, entre les économies et les sociétés européennes, à tel point que l'UE n'est plus perçue aujourd'hui comme un moteur de prospérité. Ainsi qu'il ressort de cette enquête, les bénéfices politiques, économiques et culturels de l'Europe sur le long terme perdent de leur poids, quand ils ne sont pas contestés... voire jugés imperceptibles par de larges pans du public. Parallèlement, les tentatives pour rendre l'UE plus démocratique se sont essentiellement bornées à des initiatives lancées par l'élite, ou ont mis en exergue le rôle du Parlement européen, ce qui n'a pas réussi à traduire la légitimité démocratique de l'Union. Les données de l'enquête montrent que si la démocratie dans l'UE est une notion importante pour le public, elle n'est pas sa principale préoccupation.

Il n'existe pas de solution simple à ces problèmes, mais l'enquête fait ressortir les implications suivantes, dont l'importance sera décisive pour le débat sur l'avenir de l'UE.

Les divisions au sein de l'élite sur l'avenir de l'UE créent un espace propice à l'émergence de nouvelles idées et visions

Aujourd'hui, la scène politique européenne n'est plus seulement occupée par une classe politique intégrationniste et un public occasionnellement sceptique. La réalité est beaucoup plus contrastée au sein des deux groupes. Les deux défis majeurs de la dernière décennie (la zone euro et les crises des réfugiés) ont été amplifiés par le même problème : un processus d'intégration inachevé, avec une union monétaire européenne sans union budgétaire ou politique fiscale commune, et la suppression des frontières intérieures de l'UE sans frontière extérieure commune. Le processus d'intégration n'est pas terminé, et la voie choisie pour aller de l'avant (ou faire marche arrière) est fortement contestée.

Si beaucoup à Bruxelles semblent être convaincus de la nécessité de renforcer l'intégration à plus long terme, l'élite demeure divisée sur un équilibre des pouvoirs entre ceux de l'UE et ceux des États membres, ou bien une vision fédéraliste. En l'absence d'une opinion majoritaire sur la marche à suivre, un leadership politique fondé sur une vision à plus long terme de l'avenir de l'Europe doit et peut émerger, si tant est qu'il existe l'espace politique nécessaire à cet effet. La relance de l'économie européenne et le possible retour à une relative stabilité politique en Allemagne et en France (depuis toujours le couple moteur de l'intégration), après les élections de 2017, pourraient créer une occasion unique d'instaurer un processus de renouveau politique et économique. Compte tenu de l'élection du Président Emmanuel Macron en France, ce scénario semble désormais plus probable.

L'Europe doit sortir du débat binaire

Dans ce processus de renouveau politique, les responsables politiques et dirigeants européens doivent reconnaître la diversité des points de vue quant à l'avenir de l'UE. Le débat a parfois été limité au simple choix binaire entre « plus » ou « moins » d'Europe ; entre une notion très vague d'intégration renforcée et une fragmentation totale. Les résultats de l'enquête montrent toutefois que le spectre des opinions est beaucoup plus large parmi le public, comme au sein de l'élite.

Parmi ceux qui sont globalement satisfaits de la performance de l'Union, beaucoup ne souhaitent pas transférer davantage de pouvoirs à l'Union européenne. Si un nombre significatif de personnes sondées dans les deux groupes disent avoir bénéficié de l'UE, elles veulent aussi voir l'UE rendre des pouvoirs aux États membres. Ces opinions ont sans aucun doute des motivations très diverses. Pour l'élite, les plus grands dangers qui menacent l'UE sont les défis politiques internes, et plus particulièrement ceux posés par les partis populistes et anti-européens.

Le débat a parfois été limité au simple choix binaire entre « plus » ou « moins » d'Europe ; entre une notion très vague d'intégration renforcée et une fragmentation totale. Les résultats de l'enquête montrent toutefois que le spectre des opinions est beaucoup plus large parmi le public, comme au sein de l'élite.

Un débat européen qui fait attention à la diversité des opinions et à la critique, et qui délégitimise trop rapidement l'opposition, finira inévitablement par éloigner une grande partie du public ; il contribuerait alors à renforcer les mouvements anti-européens, plutôt qu'à les affaiblir. Pour citer un observateur : « l'excès de consensus à Bruxelles est un frein à la vie politique européenne ». ²⁷ La dernière décennie a montré de quelle manière les actions politiques de l'UE pouvaient impacter les fondements même de la vie politique ; pourtant, son approche reflète encore souvent une « politique vide de politiques », où l'espace d'échange d'idées, essence même de la démocratie, a trop souvent été remplacé par un consensus inconsistant. ²⁸ Un vrai renouveau politique en Europe mérite un débat plus riche, plus imaginatif et, peut-être même, plus conflictuel.

Le public croit toujours en une Union basée sur la solidarité

Sur le long terme, la solidarité implique non seulement qu'un budget cohérent lui soit alloué, mais aussi que le public continue d'y croire. Le manque de solidarité entre les publics européens sape la légitimité des institutions européennes, diminue la charge financière que les citoyens sont prêts à assumer au titre des réformes et attise les politiques populistes. Mais l'enquête suggère surtout que public et élite forment un réservoir de soutiens en faveur d'une union solidaire. Dans chaque groupe, une majorité pense que l'UE doit pratiquer une politique de redistribution. Ce constat ne va pas simplifier la tâche de l'Union dans ses efforts pour plus de justice et de cohésion, mais il souligne la conviction selon laquelle une Union où règne une grande inégalité des revenus et des performances économiques doit néanmoins continuer de fonctionner sur le principe de la solidarité.

Les divisions au sein du public sont tout aussi importantes que celles entre les États ; il faudra des stratégies différentes pour en venir à bout

Les défis posés à l'Europe ont souvent été source de dissension entre les États membres : Nord contre Sud, Est contre Ouest, créanciers contre débiteurs. Les données de l'enquête montrent toutefois l'importance et la signification du clivage entre différents groupes *au sein même* du public, que l'on peut expliquer par les différentes perceptions des notions d'identité et de communauté. Si une ligne de faille aussi importante que celle-ci s'inscrit non pas entre les États membres mais au cœur de ces

²⁷ van Middelaar, L. (2017), 'The three things the EU must do to survive', *Guardian*, 25 mars 2017, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2017/mar/25/three-things-the-eu-must-do-to-survive> (consulté le 7 mai 2017) (anglais uniquement).

²⁸ Schmidt, V. A. (2010), *The European Union in search of political identity: Is more Politics the Answer?*, Vienne : Institut de recherche sur l'intégration européenne, <https://eif.univie.ac.at/downloads/workingpapers/wp2010-05.pdf> (consulté le 5 mai 2017) (anglais uniquement).

derniers, cela a des implications majeures sur la solution à mettre en œuvre par ceux qui souhaitent renforcer l'UE.

Première implication : les stratégies qui prévoient une intégration différenciée entre États dans le cadre d'un système « à plusieurs vitesses » ne reflètent pas cette ligne de faille qui court sur l'ensemble du continent. Cela suppose une approche flexible de l'intégration qui repose sur bien plus que la notion d'une Union constituée d'un centre et de sa périphérie.

Deuxième implication : la seule amélioration de la situation économique ne suffira pas à faire changer ces attitudes ; ceux qui veulent renforcer le soutien du public en faveur de l'UE ne peuvent pas se contenter d'améliorer la situation économique des plus démunis. La montée des mouvements eurosceptiques au cours des périodes de croissance et de stabilité économiques relatives nous rappelle avec force que les sentiments d'injustice et de privation relative ne sont pas toujours influencés par l'environnement politique et économique immédiat.

L'inquiétude profonde du public sur les questions identitaires, plus que jamais liée aux préoccupations sécuritaires, va probablement s'amplifier à mesure que de nouveaux actes terroristes seront commis en Europe et que la diversité ethnique, culturelle et religieuse augmentera. Comme ce document de recherche l'a montré, les mouvements de la droite populiste continuent de trouver un écho dans le public lorsqu'ils cherchent à utiliser ces inquiétudes pour renforcer l'opposition à l'UE. Des stratégies plus vastes devront être élaborées pour convaincre davantage d'électeurs à tendance autoritaire et redéfinir les débats sur l'immigration, de manière à affaiblir ce sentiment de menace culturelle.

Les recherches menées récemment ont montré le pouvoir de l'information sur l'évolution durable des attitudes à l'égard de l'immigration, ce qui laisse entrevoir une piste de développement.²⁹ D'autres études ont montré l'impact d'une « définition des enjeux » pour forger et modifier les attitudes vis-à-vis de l'immigration. Une étude récente a testé l'efficacité de la méthode qui consiste à présenter l'information sous différentes formes à des groupes sceptiques face à l'immigration. Elle dresse le constat suivant : un récit factuel qui met en avant la continuité sociale et le degré d'intégration élevé des immigrants apaise plus efficacement les inquiétudes liées à l'immigration qu'un discours qui prône le changement et la diversité.³⁰ Ce constat est conforme aux conclusions de précédentes analyses qui étudient le changement des attitudes à l'égard de l'immigration par le biais de campagnes d'information publique. Elles soulignent notamment le rôle que jouent ces campagnes pour modifier la perception que le public a des enjeux (c'est-à-dire, se focaliser sur la manière dont l'information sur l'immigration est mise en forme et présentée), pour adapter les messages aux différents publics et pour transmettre l'information au travers d'histoires personnelles.³¹ À plus long terme, les dirigeants au sein des institutions européennes, de la société civile et du monde des affaires devront déployer davantage d'efforts pour tenter de combler le fossé entre leurs propres attitudes et celles de nombreux citoyens vis-à-vis des politiques identitaires, et plus particulièrement de l'immigration.

Malgré tous ces défis et le pessimisme ambiant, l'Europe recèle encore des forces extraordinaires. Elle demeure politiquement stable comparée à la plupart des régions du monde. Elle abrite en son sein quelques-unes des économies les plus compétitives et quelques-unes des sociétés les plus saines,

²⁹ Grigorieff, A., Roth, C., and Ubfal, D. (2016), 'Does Information Change Attitudes Towards Immigrants? Evidence from Survey Experiments', Londres : LSE Institute of Global Affairs, <http://www.lse.ac.uk/IGA/Events/PDF/Siracusa/Ubfal.pdf> (consulté le 10 mai 2017) (anglais uniquement).

³⁰ Kaufmann, E. (2016), 'Assimilation and the Immigration Debate', Londres : Fabian Society, <http://www.fabians.org.uk/assimilation-and-the-immigration-debate/> (consulté le 10 mai 2017) (anglais uniquement).

³¹ Crawley, H. (2009), *Understanding and Changing Public Attitudes: A Review of Existing Literature from Public Information and Communication Campaigns*, Londres : Barrow Cadbury Trust, <https://www.barrowcadbury.org.uk/wp-content/uploads/2012/11/Understanding-public-attitudes-a-review-of-existing-evidence-from-public-information-and-communication-campaigns1.pdf> (consulté le 10 mai 2017) (anglais uniquement).

prospères et égalitaires de la planète. Le défi pour l'UE consiste à exploiter ces forces et tirer parti des succès historiques de son intégration, tout en tenant compte des besoins économiques et des réalités politiques dans les décennies à venir. Pour permettre à l'UE de réussir et prospérer, ses dirigeants doivent penser de manière audacieuse et agir avec rapidité, en privilégiant la flexibilité au dogme, et en affrontant les réalités politiques comme la première étape d'un processus de renouveau politique.

Annexe 1

Construction de l'enquête

La construction de l'enquête a débuté en juillet 2016 entre les chercheurs de Chatham House et Kantar Public, avec les contributions de groupes de réflexion et organisations partenaires. L'enquête a été finalisée en anglais et en français en novembre 2016. La traduction complète dans toutes les autres langues utilisées pour l'enquête est intervenue juste après. Le questionnaire a été traduit dans chacune des langues, puis la traduction suivie d'un processus de révision en trois étapes.

La plupart des questions ont été posées à la fois au grand public et à l'élite, de façon à pouvoir établir une comparaison entre les données obtenues pour chaque échantillon. L'enquête auprès du public incluait quelques questions sociodémographiques non soumises à l'élite (par exemple, l'expérience de difficultés sociales). L'enquête auprès de l'élite incluait quelques questions de politique supplémentaires relatives à la situation actuelle en Europe, qui n'ont pas été posées au public (par exemple, l'approche de l'UE à l'égard de la Russie).

Pays	Langues
Autriche	Allemand
Belgique	Français / Néerlandais
France	Français
Allemagne	Allemand
Grèce	Grec
Hongrie	Hongrois
Italie	Italien
Pologne	Polonais
Espagne	Espagnol
RU	Anglais

Enquête grand public

L'enquête grand public a été menée sur la période décembre 2016-janvier 2017 auprès d'un échantillon représentatif de la population de dix pays européens (Autriche, Belgique, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Italie, Pologne, Espagne et Royaume-Uni). Au moins 1 000 entretiens ont été réalisés en ligne pour chaque pays, à l'aide des panels de l'institut de sondage Lightspeed Research. Des quotas ont été appliqués à certaines variables (âge, sexe et région) et les écarts corrigés par stratification a posteriori. Le nombre total de personnes sondées était de 10 195.

Détails de l'enquête auprès du grand public

Pays	Date de début	Date de fin	Nombre d'entretiens
Autriche	13/12/2016	11/01/2017	1,082
Belgique	14/12/2016	06/01/2017	1,002
France	15/12/2016	08/01/2017	1,066
Allemagne	15/12/2016	06/01/2017	1,003
Grèce	15/12/2016	06/01/2017	1,001
Hongrie	13/12/2016	11/01/2017	1,036
Italie	15/12/2016	07/01/2017	1,001
Pologne	13/12/2016	06/01/2017	1,001
Espagne	14/01/2016	06/01/2017	1,000
RU	12/12/2016	06/01/2017	1,003

Enquête élite

L'enquête élite a été menée sur la période janvier 2017-février 2017 dans les dix mêmes pays. 1 823 personnes ont été sondées (entre 160 et 205 par pays). Ces « élites » ont été définies comme suit, à l'aide de quatre grandes catégories : responsables politiques (locaux, nationaux, européens), journalistes (journalistes d'information), chefs d'entreprise (PME et grandes entreprises)³² et dirigeants de la société civile (ONG, associations, syndicats ou universités). L'enquête a été réalisée par des agences nationales (pour la plupart des agences de l'institut de sondage Kantar), principalement par téléphone. Dans certains pays, les entretiens ont parfois eu lieu en personne (Grèce et Hongrie) ou en ligne (Pologne). Des quotas ont été appliqués à chacun des quatre groupes cibles (environ 40 à 50 par catégorie par pays) afin d'obtenir une répartition équilibrée des profils de sondés sur la totalité de l'échantillon.

Détails de l'enquête auprès de l'élite

Pays	Agence de recherche	Date de début	Date de fin	Nbre d'entretiens	Mode
Austria	Kantar TNS	13/01/2017	24/01/2017	162	CATI
Belgium	Kantar TNS	16/01/2017	14/02/2017	182	CATI
France	Kantar Public	13/01/2017	31/01/2017	160	CATI
Germany	Kantar EMNID	19/01/2017	13/02/2017	193	CATI
Greece	Kantar TNS	24/01/2017	20/02/2017	203	CATI/CAPI
Hungary	Kantar TNS	16/01/2017	17/02/2017	205	CATI/CAPI
Italy	Kantar TNS	16/01/2017	07/02/2017	180	CATI
Poland	Kantar Public	20/01/2017	10/02/2017	180	CATI/CAWI
Spain	Facts Ltd	16/01/2017	21/02/2017	178	CATI
UK	Facts Ltd	16/01/2017	09/02/2017	180	CATI

Remarque : CATI = entretiens réalisés par téléphone avec aide électronique ; CAWI = entretiens réalisés en-ligne avec aide électronique ; CAPI = entretiens personnels réalisés avec aide électronique.

³² Les très petites entreprises de moins de cinq salariés ne faisaient pas partie de l'échantillon.

Les auteurs

David Cutts est professeur de sciences politiques à l'université de Birmingham et collaborateur associé du Programme Europe de Chatham House. Il a d'abord enseigné à l'université de Manchester, puis à l'université de Bath. David est spécialiste du comportement électoral et politique, des campagnes électorales et campagnes internes des partis, de l'engagement politique et civique, de la concurrence entre les partis et des méthodes de modélisation des comportements politiques. Il a publié de nombreux articles dans des publications de renom, notamment *American Journal of Political Science*, *Journal of Politics*, *European Journal of Political Research* et *British Journal of Political Science*. À compter de juillet 2017, David Cutts sera corédacteur en chef de *Political Studies Review*.

Matthew Goodwin est professeur de sciences politiques à l'université du Kent, collaborateur senior émérite du Programme Europe de Chatham House et collaborateur senior de l'initiative *The UK in a Changing Europe*. Il est réputé pour son travail sur la Grande-Bretagne et l'Europe, le radicalisme, l'immigration et l'eurosepticisme. En 2010, il a été nommé maître de conférences en sciences politiques à l'université de Nottingham. Il a également été lauréat d'une bourse *ESRC Knowledge Exchange Fellowship* et détaché à temps plein pendant 12 mois auprès d'un ministère pour travailler sur les questions de l'extrémisme et de l'intégration. En 2015, il a été nommé professeur de sciences politiques à l'université du Kent. Son dernier ouvrage s'intitule *Brexit: Why Britain Voted to Leave the European Union* (CUP, 2017), coécrit avec Harold Clarke et Paul Whiteley.

Thomas Raines est chercheur à Chatham House, en charge du Programme Europe. Il a auparavant travaillé au sein du service Stratégie du Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth à Londres. Ses sujets de recherche portent sur la relation du Royaume-Uni avec l'Union européenne, la politique étrangère britannique et les attitudes du public à l'égard des affaires internationales. Il est l'auteur de plusieurs rapports de Chatham House, notamment *Internationalism or Isolationism? British Attitudes Towards the UK's International Priorities* (2015) ; *Europe's Energy Union* (2016), en collaboration avec Shane Tomlinson ; et *UK Unplugged? The Impacts of Brexit on Energy and Climate Policy* (2016), en collaboration avec Antony Froggatt et Shane Tomlinson.

Remerciements

Ce rapport n'aurait pas pu voir le jour sans le soutien généreux de la Stiftung Mercator, de la Robert Bosch Stiftung, de la Fondation Roi Baudouin et de la ERSTE Stiftung.

Les auteurs souhaitent remercier tout particulièrement Rana Islam et Ann-Kristin Montino (Stiftung Mercator), Jacob Düringer (Robert Bosch Stiftung), Stefan Schäfers (Fondation Roi Baudouin) et Robin Gosejohann et Marianne Schlögl (ERSTE Stiftung) pour leur soutien et leurs conseils tout au long du projet.

Nous exprimons notre profonde gratitude à Nicolas Becuwe, Sophie Goudet et Chris Hanley (Kantar Public) pour l'aide et les conseils qu'ils nous ont apportés dans la construction et la réalisation de l'enquête.

Notre reconnaissance va également à Janis Emmanouilidis et Yann-Sven Rittelmeyer (European Policy Centre (EPC)) ; Jana Puglierin (DGAP) ; Salvador Llaudes (Real Instituto Elcano) ; Eleni Panagiotarea (ELIAMEP) ; Krzysztof Blusz (WiseEuropa) ; Riccardo Alcaro (Istituto Affari Internazionali) ; Péter Krekó (Political Capital) ; Almut Möller (ECFR Berlin) ; Alexander Mattelaer (Egmont) ; Edit Inotai (Centre for Euro-Atlantic Integration and Democracy (CEID)) et Paul Schmidt (OEGFE) pour leurs précieuses contributions au fil du projet. Nous tenons aussi à remercier tous les autres participants aux ateliers et toutes les personnes sondées à Bruxelles, Berlin et Londres.

Remerciements particuliers à Robin Niblett, Quentin Peel, Nick Bouchet et Angelos Chryssogelos de Chatham House pour leurs conseils et leurs remarques sur les premières versions du document, ainsi qu'à deux collaborateurs pour leur révision à l'aveugle. Nous remercions Michael Tsang et Jake Statham pour la vérification du rapport, Antoine Pennewaert, Caroline Van Keeken, Anneke Denecker, Colette Vittet, Barbara Maya, Lorand Bodo et Joshua Webb pour leur aide avec la traduction, Jason Naselli et Jenny Williams pour leur aide dans sa vérification et sa diffusion, et Autumn Forecast de Soapbox pour sa conception.

Enfin, nos remerciements vont à Georgina Wright et Alina Lyadova du Programme Européen de Chatham House pour leur aide et leur soutien pendant toute la durée du projet.

Independent thinking since 1920



ERSTE Stiftung

Robert Bosch Stiftung

**STIFTUNG
MERCATOR**

Chatham House, l'Institut royal des affaires internationales, est un institut politique indépendant situé à Londres. Notre mission est celle de construire une société stable, durable et prospère et un monde plus juste pour tous.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise par quelque moyen électronique ou mécanique, tels que la photocopie, l'enregistrement ou le stockage de données ou un système d'extraction, sans l'autorisation de(s) auteur(s) fournie par écrit et antérieurement de la publication.

Chatham House ne prend aucune position institutionnelle. Les opinions exprimées dans ce document sont de la seule responsabilité de l'auteur/des auteurs.

Copyright © The Royal Institute of International Affairs, 2017

Image : Le Président de la République française, Emmanuel Macron, alors candidat, rencontre des employés de l'usine de Whirlpool à Amiens le 26 avril 2017. Les travailleurs manifestaient contre des projets pour la délocalisation de l'usine en Pologne.

Crédit photo : Copyright © Nicolas Kovarik/IP3/Contributor

ISBN 978 1 78413 229 3

Ce document de recherche de Chatham House est imprimé sur du papier recyclé.

The Royal Institute of International Affairs
Chatham House
10 St James's Square, London SW1Y 4LE
T +44 (0)20 7957 5700 F +44 (0)20 7957 5710
contact@chathamhouse.org www.chathamhouse.org

Charity Registration Number: 208223